



HAL
open science

L’“ économiste ” en politique

Mathieu Fulla

► **To cite this version:**

Mathieu Fulla. L’“ économiste ” en politique : Les experts socialistes français des années 1970. *Revue Française de Science Politique*, 2016, 66 (5), pp.773 - 800. 10.3917/rfsp.665.0773 . hal-01406319

HAL Id: hal-01406319

<https://sciencespo.hal.science/hal-01406319>

Submitted on 1 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'« ÉCONOMISTE »

EN POLITIQUE

LES EXPERTS SOCIALISTES FRANÇAIS
DES ANNÉES 1970

Mathieu Fulla

Le 11 février 1976, François Mitterrand est l'invité de « C'est-à-dire » sur Antenne 2. Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) profite de l'occasion pour répondre verbalement aux accusations d'incompétence économique proférées la veille dans *Le Monde* par le ministre des Finances Jean-Pierre Fourcade. Qualifiant ce dernier de « spécialiste du déficit », en référence à l'échec de la relance par l'investissement du gouvernement Chirac, il lui propose un débat télévisé que le ministre s'empresse d'accepter¹. Après quelques tergiversations dans l'un et l'autre camp, l'émission est diffusée en direct le 2 mars sur Antenne 2. Quoique fort ennuyeux de l'avis général des observateurs, ce débat constitue un jalon important dans la quête socialiste de crédibilité économique : Jean-Pierre Fourcade ne parvient pas à prendre l'ascendant sur François Mitterrand dans un domaine où sa famille politique jouit pourtant d'un avantage comparatif historique. Le ministre sort furieux des studios de télévision après avoir constaté que son adversaire disposait des mêmes dossiers que ceux fournis par ses services pour préparer l'émission². Peu suspects de sympathies socialistes, *Les Échos* renvoient les duettistes dos à dos, relevant même les progrès du chef de file de l'opposition dans la maîtrise du raisonnement et du langage économiques orthodoxes³.

Cet exemple souligne le rôle stratégique des conseillers économiques dans le gain de crédibilité acquis par le PS sur le sujet au cours des années 1970. Certes, ses dirigeants ont su tirer profit d'une conjoncture politique et économique favorable. À partir de l'élection présidentielle de 1974, les bons résultats électoraux de leur formation facilitent la prise de distance – relative – avec le discours économique marxiste de l'allié communiste qui effraie toujours autant l'opinion. Puis entre 1976 et 1981, les difficultés rencontrées par les gouvernements de Raymond Barre pour endiguer la montée du chômage sapent la réputation de compétence de la droite républicaine, en particulier celle de Valéry Giscard d'Estaing qui se targuait d'avoir appelé à Matignon le « meilleur économiste de France ». Mais cette conjoncture propice n'explique pas tout. La crédibilité économique supérieure du PS, surtout si on la compare à celle de la SFIO de Léon Blum ou de Guy Mollet, passe aussi par l'engagement en son sein de nombreux « économistes », capables d'élaborer une alternative au barrisme jugée séduisante, voire crédible par une partie des élites et des médias tout en restant fidèle aux grands axes du programme commun de gouvernement conclu avec les communistes en juin 1972.

1. « M. Mitterrand : une évolution conduite avec un "zèle de néophyte" », *Le Monde*, 13 février 1976 ; « M. Fourcade accepte un face-à-face télévisé avec le secrétaire national du PS », *Le Monde*, 16 février 1976.

2. Michèle Cotta (avec Christian Fauvet), « Les nouveaux socialistes », *L'Express*, 10-17 mai 1976.

3. Pierre Locardel, « MM. Fourcade et Mitterrand ont parlé chiffres : les Français les ont-ils écoutés ? », *Les Échos*, 3 mars 1976.

Curieusement, le rôle de l'« économiste » engagé dans un parti politique intéresse peu la riche littérature sociologique et politiste sur l'expertise, *a fortiori* si ce parti se situe dans l'opposition. Cette lacune est d'autant plus étonnante que, depuis les années 1980, de nombreux travaux ont proposé des réflexions stimulantes sur la multipositionnalité des économistes et leur proximité avec le pouvoir politique à toutes les échelles. Traitant dans l'ouvrage collectif dirigé par Peter Hall de l'influence des idées keynésiennes dans la politique économique française au 20^e siècle, Pierre Rosanvallon souligne par exemple le rôle des hauts fonctionnaires Gabriel Ardant et Simon Nora ainsi que du journaliste économique Georges Boris dans la conversion « keynésienne » de Pierre Mendès France. Mais il ne se demande pas, en retour, dans quelle mesure l'engagement et l'activité de ces experts mendésistes transforment – ou pas – la manière dont le Parti radical pense et pratique l'économie sous la Quatrième République¹.

Ce peu d'intérêt pour la relation entre les « économistes » et les partis se retrouve vingt ans plus tard dans l'ouvrage important de Marion Fourcade. Si la sociologue réfléchit à la manière dont de nombreux courants hétérodoxes – école des Annales, structuralisme, théorie du capitalisme monopoliste d'État (CME)², « théorie de la régulation » et économie des conventions – tentent de remettre en cause l'approche néoclassique dominante, elle ne montre pas que, parallèlement, ces partis intègrent ces théories économiques dans leurs discours et leurs programmes, et accueillent en leur sein nombre de leurs apôtres³. Le communisme comme le socialisme des années 1960-1970 s'inspirent en effet largement du CME (dont la section économique du PCF constitue le pôle principal de réflexion et de diffusion en France) et/ou des théories produites par les différentes branches de la « théorie de la régulation » pour bâtir leurs alternatives au dirigisme gaulliste puis au « néolibéralisme » barriste⁴. Tout récemment encore, l'ouvrage de Mariana Heredia, quoiqu'attentif aux relations incestueuses entretenues par les économistes avec les différents types de pouvoir politique aux échelles nationale, européenne et internationale⁵, confirme la rareté des travaux sociologiques considérant le parti comme un acteur à part entière de l'histoire économique, et la figure de l'« économiste » engagé en son sein comme une piste de réflexion féconde pour comprendre la « “montée des experts” dans nos système de décisions politiques et économiques »⁶. Les travaux des politistes sur les partis français ne permettent pour l'instant pas de combler cette lacune, y compris pour le cas bien connu du PS. Lors d'une intervention au Congrès national

1. Pierre Rosanvallon, « The Development of Keynesianism in France », dans Peter Hall (ed.), *The Political Power of Economic Ideas. Keynesianism across Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1989, p. 171-193.

2. La théorie du CME a été redécouverte par le monde communiste dans les années 1960 et adoptée par le PCF à l'issue de la conférence internationale de Choisy-le-Roi des 26-29 mai 1966. Pour ses tenants, dont le principal représentant en France est l'économiste communiste Paul Boccard, le capitalisme a atteint un stade « impérialiste-monopoliste ». Le taux de profit des entreprises est artificiellement maintenu par des investissements de plus en plus massifs au rendement de plus en plus faible (processus dit de suraccumulation-dévalorisation) et par un État prenant en charge les dépenses improductives (infrastructures de transport, activités de recherche-développement, etc.). Ce rôle renforcé de la puissance publique, véritable « béquille du capital », devrait, selon Paul Boccard, faciliter le renversement du capitalisme dont le CME est « l'antichambre ». Pour contrôler l'économie et enclencher la transition vers le socialisme, il suffit désormais à un gouvernement de gauche de nationaliser les monopoles ayant lié leur destin à l'État. Cf. Paul Boccard, *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Paris, Éditions sociales, 1973.

3. Marion Fourcade, *Economists and Societies. Discipline Profession in the United States, Britain, & France, 1890s to 1990s*, Princeton, Princeton University Press, 2009, p. 185-236, dont p. 232-233.

4. Olivier Dard, Gilles Richard (dir.), *Les droites et l'économie en France au xx^e siècle*, Paris, Riveneuve, 2011.

5. Mariana Heredia, *À quoi sert un économiste*, Paris, La Découverte, 2014.

6. Isabelle Berrebi-Hoffmann, Michel Lallement, « À quoi servent les experts ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, 126 (1), 2009, p. 5-12, dont p. 5.

de l'Association française de science politique (AFSP) en 2015, Fabien Escalona regrettait que ses collègues fuient « toute exploration poussée de ce que font les évolutions économiques au PS, et de ce que le PS fait en retour aux politiques macroéconomiques »¹. Il faut toutefois noter que la problématique plus large du rapport des partis aux idées et à leurs conditions sociales de production est actuellement remise à l'honneur par un groupe de politistes plaçant pour une « véritable histoire sociale des idées en milieu partisan »². Gageons que cette entreprise donnera lieu à des travaux centrés sur les relations, subtiles et complexes, entre partis – de droite ou de gauche, de gouvernement ou « antisystème »³, experts et théories économiques, champ de recherche encore largement à l'état de friche.

La discipline historique partage ce désintérêt pour la production économique partisane. Celui-ci est moins imputable aux historiens de l'économie qu'à leurs homologues du politique, dont l'attitude découle pour une large part de la tradition instituée par René Rémond. Dans son entreprise de réhabilitation de l'histoire politique contre l'hégémonie de l'école des Annales, ce dernier proposait une grille de lecture délaissant sciemment l'histoire économique et sociale, pour mieux souligner l'autonomie du politique, « lieu de gestion de la société globale »⁴. L'histoire des droites comme celle des gauches françaises sont marquées par ce choix méthodologique. Bilans historiographiques et articles programmatiques n'envisagent guère l'économie comme une entrée pertinente pour appréhender les différentes familles politiques les composant⁵. Or, de nombreux travaux – dont ceux de Peter Hall, Marion Fourcade et Mariana Heredia – ont confirmé l'intuition de Keynes selon laquelle tout homme politique au pouvoir est prisonnier d'un économiste défunt. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour le *leader* d'un parti d'opposition tel que le Parti socialiste entre 1958 et 1981 ? Une réflexion approfondie sur les experts contribuant à la conquête du pouvoir ne constituerait-elle pas une piste féconde pour cerner les soubassements de la politique économique du gouvernement en cas d'alternance ? En s'appuyant sur l'exemple des « économistes » du PS « refondé » par François Mitterrand au congrès d'Épinay (11-13 juin 1971), cet article souhaite montrer que l'étude des profils socio-professionnels, des cultures économiques et des tâches accomplies par cet acteur en milieu partisan permettent de répondre positivement à la double interrogation précédente.

Resserrer la focale sur l'« économiste engagé » présente en effet un triple intérêt épistémologique. Il permet tout d'abord d'appréhender le parti comme un acteur qui compte dans la construction de ce que John Campbell et Ove Pedersen nomment « régimes de connaissances » (*knowledge regimes*), à savoir les procédés par lesquels des institutions et des organisations productrices de données, de recherches et de recommandations politiques

1. Fabien Escalona, « La famille social-démocrate européenne face à la crise du capitalisme dans sa phase néolibérale », communication présentée au 13^e Congrès national de l'Association française de sciences politiques (AFSP), Aix-en-Provence, 2015, p. 1, <<http://www.congres-afsp.fr/st/st15/st15escalona.pdf>> (consulté le 10 mai 2016).

2. « Des idées et des partis : Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan », appel à communications pour le colloque organisé dans le cadre du projet AFSP HiSoPo/Laboratoire Triangle/Sciences Po Paris, Sciences Po Paris, 23-24 mai 2017, <<http://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/2811/files/2016/09/AAC-Des-id%C3%A9es-et-des-partis.pdf>> (consulté le 29 septembre 2016).

3. Giovanni Capiocca, « Antisystem Parties : A Conceptual Reassessment », *Journal of Theoretical Politics*, 14 (1), 2002, p. 9-35.

4. René Rémond, « Du politique », dans *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, p. 379-387, dont p. 384.

5. François Audigier, « Le renouvellement de l'histoire des partis politiques », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 96, octobre-décembre 2007, p. 123-136, dont p. 131-134 ; François Audigier, David Colon, Frédéric Fogacci (dir.), *Les partis politiques : nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, Bruxelles, Peter Lang, 2012, p. 13-26.

influencent le débat public et les pratiques politiques¹. Mais dans cette recherche, le parti reste – une fois encore – le parent pauvre, comme en témoigne le traitement réservé au cas français. Point de PCF, de PS, de Républicains indépendants (RI) ou de Rassemblement pour la République (RPR) parmi les nombreux acteurs (État, clubs, organismes de recherche para-publics, fondations politiques, universités) passés au crible par les deux chercheurs pour cerner les causes du déclin progressif de l'économie dirigée après-guerre². Pourtant, lorsque la crise devient, dans la deuxième moitié des années 1970, le référentiel commun des élites et du peuple, le programme commun de la gauche comme les contre-plans du PS participent à la promotion par ce dernier d'une alternative fortement inspirée par les analyses des théoriciens de la régulation, fondée sur les nationalisations bancaires et industrielles, la planification démocratique et – dans une moindre mesure – l'autogestion, pour vaincre la stagflation³.

La mise en lumière de la genèse et de la plasticité des programmes économiques de la période constitue le deuxième intérêt d'une étude de l'« économiste » en milieu partisan. Si la littérature consacrée aux évolutions idéologiques et programmatiques des partis en matière économique depuis le « tournant néolibéral » de la fin des années 1970 est fort riche, l'approche dominante, inspirée de la théorie du choix rationnel et s'appuyant sur l'énorme base de données du *Comparative Manifesto Project*, ne permet pas de saisir les enjeux stratégiques et techniques présidant à leur élaboration⁴. Soucieux de remédier à cette lacune, Nicolas Bué, Karim Fertikh et Mathieu Hauchecorne ont récemment appelé les politistes à se confronter aux travaux des historiens du politique, centrés sur la genèse, les rédacteurs et les stratégies dissimulés derrière la lettre du programme officiel, pour saisir le « sens investi dans les programmes »⁵. Dans le cas du PS, la mise au jour du rôle des experts au cours des différentes phases de fabrication du discours économique s'avère féconde pour appréhender la dialectique subtile se nouant entre le politique et l'économique au sein d'une formation tournée vers la conquête du pouvoir. Mieux, elle permet de réfuter une interprétation erronée mais toujours solidement ancrée dans la mémoire dominante, celle d'un gouvernement socialiste inconscient des risques d'une politique de relance par la consommation populaire à son arrivée au pouvoir et contraint d'opérer, le 25 mars 1983, un virage en catastrophe vers l'« austérité à visage humain »⁶. Replacer les annonces du plan de rigueur de mars 1983 dans la temporalité plus large d'une quête de crédibilité économique du PS initiée fin 1973 avec l'aide de nombreux « économistes » sceptiques à l'égard des solutions du programme commun met à mal la thèse d'un tournant pris en urgence par une poignée de dirigeants responsables et clairvoyants.

1. John L. Campbell, Ove K. Pedersen, *The National Origins of Policy Ideas. Knowledge Regimes in the United States, France, Germany, and Denmark*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p. 3.

2. J. L. Campbell, O. K. Pedersen, *ibid.*, p. 84-128.

3. Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie (1944-1981). Une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 303-317.

4. Sans prétendre à l'exhaustivité, cf. Andrea B. Haupt, « Parties' Responses to Economic Globalization : What is Left for the Left and Right for the Right ? », *Party Politics*, 16 (1), 2010, p. 5-27 ; Stefanie Lee Mudge, « What's Left of Leftism ? Neoliberal Politics in Western Party Systems, 1945-2008 », *Social Science History*, 35 (3), 2011, p. 337-380. La question d'un « tournant néolibéral » et la définition même du « néolibéralisme » font toujours l'objet d'importants débats en sciences sociales que nous ne pouvons présenter dans le cadre de cet article, ce qui justifie le recours aux guillemets lorsque nous employons ces expressions.

5. Nicolas Bué, Karim Fertikh, Mathieu Hauchecorne, « Introduction : les programmes politiques dans une perspective sociohistorique », dans Karim Fertikh, Mathieu Hauchecorne, Nicolas Bué (dir.), *Les programmes politiques. Genèses et usages*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016, p. 9-22, dont p. 13.

6. Éric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2008, p. 537.

À l'échelon du socialisme politique, enfin, l'étude des « économistes » engagés au PS et au Parti socialiste unifié (PSU) contribue à une meilleure connaissance de la sociologie et de la culture politique et économique des élites roses dans l'opposition. Si les entourages du pouvoir exécutif sous les deux septennats de François Mitterrand ont fait l'objet d'études fouillées – de même que plus récemment celui de François Hollande¹ –, ces travaux, centrés sur la période du pouvoir, survalorisent logiquement les élites étatiques ayant rejoint les cabinets ministériels. Notre propre plongée dans les archives des commissions d'études du PS de la décennie 1970 révèle cependant une hétérogénéité des profils socio-professionnels des individus considérés en interne comme experts.

Cette dernière remarque rappelle que le concept d'« économiste » engagé en milieu partisan soulève d'épineux problèmes de définition. Plusieurs sociologues, à l'instar de Frédéric Lebaron ou de Marion Fourcade, ont souligné l'extrême difficulté à définir la profession d'économiste, particulièrement en France². De même, la grande diversité des profils socio-professionnels des experts socialistes dans l'espace et dans le temps implique qu'on ne puisse les qualifier d'« économistes » sans recourir aux guillemets. Leur multipositionnalité rend en effet vaines les tentatives de classification par le seul critère socio-professionnel : dans le parti d'Épinay comme au PSU, est expert celui perçu comme tel par les instances dirigeantes, fort de sa capacité à traduire le langage technique de l'économie en une langue plus commune, celle du politique. La campagne présidentielle de 1974 constitue une rupture importante dans l'histoire de l'expertise socialiste car elle marque l'entrée des « économistes » sur la scène publique, qui s'inscrit elle-même dans un processus plus large de professionnalisation des élites partisans³. Tendance internationale loin d'être propre à la France et au PS⁴, cette médiatisation relève de causes politiques autant qu'économiques. La hausse continue du chômage et les prémices de la désindustrialisation rendent les thématiques socio-économiques centrales dans les débats du PS avec le gouvernement, mais aussi avec les communistes. Marginaux dans la SFIO des années 1950-1960, les « économistes » socialistes se situent désormais au cœur du combat politique et doivent alimenter leurs dirigeants en notes de synthèse sur les sujets les plus variés, de la macroéconomie à la politique industrielle en passant par le crédit, la fiscalité, la distribution ou la consommation.

Face à l'afflux d'experts et à la multiplication des structures d'expertise internes du PS, notamment après 1974, le recours à une analyse des correspondances multiples (ACM) a semblé utile pour faire émerger de manière suffisamment robuste les profils socio-professionnels des « économistes » ayant contribué à élaborer le discours et les programmes du parti⁵. Les travaux

1. Pierre Birnbaum (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir. Les dirigeants socialistes face à l'État, 1981-1985*, Paris, PUF, 1985 ; Monique Dagnaud, Dominique Mehl, *L'élite rose*, Paris, Ramsay, 1988 (1^{re} éd. : 1982). Pierre Mathiot, Frédéric Sawicki, « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993) : recrutement et reconversion », *Revue française de science politique*, 49 (1) et 49 (2), février et avril 1999, p. 3-30 et p. 231-264 ; Jean-Michel Eymeri-Douzans, « Quel entourage élyséen pour François Hollande ? », dans Jean-Michel Eymeri-Douzans, Xavier Bioy, Stéphane Mouton (dir.), *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 455-484.

2. Cf. par exemple pour une discussion serrée de la définition d'économiste, Frédéric Lebaron, *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, 2000, p. 17-41 ; M. Fourcade, *Economists and Societies...*, *op. cit.*, p. 1-30.

3. Thierry Barboni, « Les changements d'une organisation : le Parti socialiste, entre configuration partisane et cartellisation (1971-2007) », thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Jean-Claude Colliard, Paris, Université Paris I-Panthéon Sorbonne, 2011, p. 132-137.

4. M. Heredia, *À quoi sert un économiste ?*, *op. cit.*, p. 5-6.

5. Les principes de construction de la base de données prosopographique et les résultats détaillés de son exploitation quantitative sont présentés dans une annexe méthodologique disponible sur le site de la RFSP.

de Brigitte Gaïti sur le processus de sélection des ministres socialistes des gouvernements Mauroy (1981-1984) ou ceux de Frédéric Lebaron sur le champ des économistes français au milieu des années 1990 ont prouvé l'heuristicité de cette démarche appliquée au cas des élites roses¹. Aussi avons-nous réalisé à notre tour une ACM à partir d'une base de données prosopographiques de 196 experts du PS, constituée par le croisement de nombreuses sources écrites (archives privées, littérature grise, presse) et orales (une quarantaine d'entretiens semi-directifs). La taille relativement faible de ce *corpus* est compensée par l'étude exhaustive de celui-ci (il ne pouvait être plus grand) et une attention particulière au choix des variables actives et supplémentaires. Par la taille de la population étudiée et les choix méthodologiques mis en œuvre pour réaliser l'ACM, notre recherche s'inspire des travaux déjà cités de Frédéric Lebaron, mais aussi de Danièle Fraboulet sur l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), de Gisèle Sapiro sur les écrivains sous l'Occupation et de Pierre François et Claire Lemerrier sur la conversion des élites économiques des grandes entreprises du SBF 120 aux normes de la valeur actionnariale². Dans ces quatre cas, les choix méthodologiques opérés au moment de l'analyse ont permis à l'ACM de conserver toute sa valeur descriptive et typologique³. Trois grands profils socio-professionnels d'« économistes » socialistes ont été mis en lumière par l'analyse factorielle : les hauts fonctionnaires des Finances et les économistes d'État, les théoriciens de l'économie – pour beaucoup universitaires – et une nébuleuse de permanents politiques et syndicaux, de chefs d'entreprise et de cadres du secteur privé. Les résultats de l'ACM ont été soumis à une classification ascendante hiérarchique (CAH) selon la méthode de Ward, qui a permis d'identifier avec davantage de précision les propriétés sociologiques les plus structurantes de ces trois profils⁴.

L'approche quantitative a notamment permis de réfuter sans ambiguïté l'idée d'une expertise économique socialiste confisquée par la « technostructure » du ministère des Finances⁵. Si le PS est de plus en plus pénétré par l'État au cours de la décennie⁶ et si les grands commis exercent une influence croissante dans la fabrique du discours économique, ces derniers ne détiennent pas le monopole de la parole économique partisane, contrairement à une légende régulièrement entretenue par la presse de l'époque⁷. La « cartellisation »⁸ du parti reste encore très partielle, les années 1970 constituant même une « parenthèse militante » pour une organisation traditionnellement structurée autour de ses fédérations et de

1. Brigitte Gaïti, « "Politique d'abord" : le chemin de la réussite ministérielle dans la France contemporaine », dans P. Birnbaum (dir.), *Les élites socialistes...*, op. cit., p. 52-85, dont p. 81 ; Frédéric Lebaron, « La dénégation du pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 119, septembre 1997, p. 3-26.

2. Pierre François, Claire Lemerrier, « Une financiarisation à la française (1979-2009). Mutations des grandes entreprises et conversion des élites », *Revue française de sociologie*, 57, 2016, p. 269-320.

3. F. Lebaron, « La dénégation du pouvoir », *ibid.* ; Danièle Fraboulet, *Quand les patrons s'organisent : stratégies et pratiques de l'Union des industries métallurgiques et minières, 1901-1950*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2007 ; Gisèle Sapiro, « La raison littéraire : le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 111-112, mars 1996, p. 3-35.

4. Les principaux résultats de la CAH sont donnés en annexe de l'article.

5. Jean-François Fogel, « La technostructure », *Libération*, 14 février 1978.

6. P. Mathiot, F. Sawicki, « Les membres des cabinets... », art. cité, p. 5 ; Carole Bachelot, « Chapitre 16 – Revisiter les causalités de l'évolution. Le PS au prisme de la cartellisation », dans Yohann Aucante, Alexandre Dezé (dir.), *Les systèmes de parti dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 385-411, dont p. 387-389.

7. « Le Parti socialiste de mai 1974 à mars 1978 », dossier de presse de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), FRA 141/20, t. 19 à 23.

8. Richard S. Katz, Peter Mair, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, 1 (1), 1995, p. 5-28.

ses bastions électoraux¹. Toutefois, la rapide ascension politique dans le PS d'économistes d'État, de hauts fonctionnaires et d'universitaires convertissant leur compétence technique en ressource politique (que l'on songe aux exemples de Laurent Fabius auprès de François Mitterrand, de Christian Pierret auprès de Jean-Pierre Chevènement ou de Jean-Pierre Cot au sein du courant rocardien) constitue l'une des pointes avancées d'un processus de professionnalisation qui fait du PS actuel une véritable « entreprise partisane cartellisée »².

La spécificité du milieu partisan, l'un des lieux d'expression privilégié du politique dans un système de démocratie pluraliste, invite donc à ne pas se contenter d'une typologie des experts construite sur leurs seules propriétés socio-professionnelles. Les archives du PS révèlent que lors des grands moments de mobilisation de l'expertise économique – campagnes électorales, congrès du parti, négociation et actualisation du programme commun en 1972 puis en 1976-1977 – l'« économiste » n'a voix au chapitre que s'il entretient une forte proximité avec le premier secrétaire ou l'un des *leaders* de courant (rocardiens, mauroyistes, Centre d'études de recherches et d'éducation socialiste (CERES) de Jean-Pierre Chevènement). Aussi a-t-il paru nécessaire, à l'instar de Brigitte Gaiti dans son étude précédemment mentionnée, de croiser variables sociologiques et variables politiques pour élaborer une typologie politique des experts économiques du PS des années 1970. Cette dernière, présentée dans le dernier temps de l'article, repose notamment sur le croisement d'une variable dite de « proximité au pouvoir interne » avec les trois profils socio-professionnels dégagés par l'ACM et la CAH. Car, en dernier ressort, ce sont bien les aléas de la conjoncture politique – décisions du gouvernement, état des relations avec le PCF, rivalités entre courants – qui ouvrent ou ferment des possibles aux écrits des « économistes » engagés, fixant, en somme, le sacré et le profane.

Une expertise économique en miettes ?

« Dans la cité Malesherbes règne une activité de ruche. [...] Aux cénacles somnolents qui travaillaient avec une sage lenteur succèdent des groupes de jeunes techniciens, économistes, fonctionnaires des Finances et du Plan, chargés d'études des sociétés semi-publiques, syndicalistes, militants d'associations d'urbanisme ou d'écologie qui savent ce que c'est que travailler vite, clairement, concrètement », affirme Pierre Guidoni, ancien de la SFIO devenu l'un des chefs historiques du CERES, dans son histoire à chaud du PS³. Si le propos fait la part trop belle aux chevènementistes et exagère l'association de la base aux travaux du parti, il souligne à raison le dynamisme retrouvé de l'expertise interne après la victoire de François Mitterrand au congrès d'Épinay. L'impression d'éclatement renvoyée par la multiplication des groupes d'étude ne doit cependant pas masquer la centralité de la commission économique officielle.

1. Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006, p. 55-66.

2. T. Barboni, « Les changements d'une organisation... », *op. cit.*, p. 364 ; Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki rejoignent cette analyse par le biais de leurs recherches sur la « société des socialistes » à la frontière de la science politique et de la réflexion engagée. Les deux politistes considèrent qu'à partir des années 1990, le PS s'est « mis structurellement et durablement à distance des catégories populaires », accentuant à sa tête la domination d'une « oligarchie très attachée à son pouvoir [...] peu ouverte sur son environnement social, [et] de plus en plus imperméable aux groupes qu'elle est censée représenter ». Cf. Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, « Pourquoi le PS ne parle-t-il plus aux catégories populaires ? », *Mouvements*, 50 (2), 2007, p. 24-32, dont p. 32.

3. Pierre Guidoni, *Histoire du nouveau parti socialiste*, Paris, Tema-éditions, 1973, p. 225.

La commission économique, structure reine de l'expertise du PS

La pénétration des économistes d'État et des hauts fonctionnaires dans la SFIO des années 1960 était encore timide, les grands commis privilégiant un engagement au sein des marges réformatrices de la gauche non communiste, notamment au PSU, à la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et dans les nombreux clubs créés au moment de la guerre d'Algérie – en particulier Jean-Moulin, le plus important d'entre eux¹. Cette dynamique s'accélère avec la prise en main du secrétariat au programme du PS par le CERES, force d'appoint décisive dans la victoire des opposants de Guy Mollet à Épinay². Dès sa naissance en 1966 (sous le patronage de Guy Mollet), le centre d'études a su mobiliser ses réseaux au sein de Sciences Po Paris et de l'École nationale d'administration (ENA) pour attirer de jeunes diplômés sensibles aux idées socialistes mais hostiles au « national-molletisme ». Du congrès d'Épinay à l'élection présidentielle de 1974, ce courant, dont les énarques Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane sont les incontestables chefs de file, constitue la principale entrée dans le parti et les commissions d'études pour les jeunes « économistes »³.

La polarisation des jeunes hauts fonctionnaires par le courant de Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane s'accélère encore après Épinay avec l'accession du premier à la tête du secrétariat au programme du PS. Fort de son rôle décisif dans la victoire des mitterrandistes au congrès, Jean-Pierre Chevènement impose la suprématie du CERES dans la réflexion économique du parti. Lors de l'élaboration du programme du PS « Changer la vie », publié en mars 1972, ou des négociations sur le chiffrage du programme commun la même année, les « économistes » les plus actifs sont Daniel Lebègue, Louis Gallois et Christian Pierret, soit trois énarques chevènementistes hauts fonctionnaires au ministère des Finances⁴.

La commission économique où siègent les trois hommes s'impose inexorablement comme la structure reine de l'expertise interne. Dirigée d'une main de fer par Jean-Pierre Chevènement, elle représente à elle seule plus du tiers des experts engagés au PS⁵. Outre l'élaboration du programme, ses membres sont tenus de fournir une aide au travail parlementaire (propositions de lois, interventions à la tribune, note de conjoncture mensuelle), de rédiger des articles pour la presse du parti et, lors des campagnes électorales, d'alimenter les candidats en argumentaires. À ces missions politiques s'ajoute une volonté – éphémère – de formation des militants⁶. Les prérogatives de la commission sont donc très larges : elle est habilitée à traiter aussi bien les questions de conjoncture que de politique industrielle, de crédit ou de fiscalité. La planification comme la préparation du budget figurent également au rang de ses compétences⁷.

1. Janine Mossuz, *Les clubs et la politique en France*, Paris, Armand Colin, 1970 ; Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean-Moulin, 1958-1970*, Paris, Fayard, 2002.

2. Jacques Moreau, « Le congrès d'Épinay-sur-Seine du Parti socialiste », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 65, janvier-mars 2000, p. 81-96.

3. Mathieu Fulla, « Le Parti socialiste face à la question économique : une histoire économique du politique (1945-1981) », thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Marc Lazar, Paris, Sciences Po Paris, 2012, p. 539-543.

4. PS, « Groupe de travail chargé du chiffrage du programme commun », 1972, Office universitaire de recherche socialiste (OURS), Fonds Albert Gazier, 65APO 12, dossier « Programme commun ».

5. François Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement, « Circulaire n°169 » adressée aux secrétaires fédéraux du PS, 19 avril 1973, p. 1 (2 p.), CAS-FJJ, Fonds Mauroy, 1FP2_297.

6. *Vocabulaire socialiste d'économie*, supplément au *Poing et la Rose*, 1, 1^{er} trimestre 1973.

7. PS, Secrétariat aux Études, « Programme de travail des commissions d'études pour l'année 1974 », compte rendu de la réunion du 18 décembre 1973, 4 p., Archives municipales (AM) Montbéliard, Fonds André Bouloche, 42S 37.

L'attachement inébranlable du CERES à la lettre du programme commun met un terme à son quasi-monopole sur la réflexion économique partisane. Après la défaite aux élections législatives de mars 1973, où le PS s'est présenté en ardent défenseur du texte, François Mitterrand, désireux de convaincre l'opinion de la stature gouvernementale de sa formation et du réalisme de son programme économique, exige une lecture plus souple du document. Pour sa campagne présidentielle de 1974, il recourt aux services d'une petite équipe d'experts dirigée par Jacques Attali sur laquelle se greffe Michel Rocard, en passe de quitter le PSU dont il assurait la direction depuis 1967¹. La commission économique – donc les « économistes » chevènementistes – se trouve *de facto* marginalisée. Après le congrès de Pau du PS (31 janvier-2 février 1975), le CERES quitte la direction du parti où il est remplacé par les chefs de file du « courant des Assises », nébuleuse ayant rejoint le PS à l'automne 1974 composée de rocardiens du PSU, de syndicalistes cédétistes et d'acteurs du monde associatif et/ou de clubs sensibles à la thématique autogestionnaire². Le fonctionnement politique et technique de la commission économique s'en trouve chamboulé.

Sous la supervision du député du Doubs André Bouloche, deux sous-commissions – elles-mêmes subdivisées en groupes et sous-groupes d'études – accueillent les nombreux experts ralliés au PS dans la foulée de l'élection présidentielle. Responsable des questions de court terme, Jacques Attali, principal conseiller économique de François Mitterrand, est en charge de l'étude – politiquement stratégique – de la conjoncture. Michel Rocard, quant à lui, prend la direction d'une commission dite du moyen terme, chargée d'étudier les problèmes de planification, de macroéconomie et d'équilibres sociaux induits par la transition socialiste³. Au *triumvirat* Bouloche-Attali-Rocard sont associés deux secrétaires illustrant, là encore, le nouvel équilibre politique du PS : le « sabra »⁴ Laurent Fabius est flanqué du rocardien François Stasse, membre actif de la commission économique du PSU qui a suivi son « patron » lors des Assises du socialisme. L'influence du CERES est réduite à la portion congrue.

Cette restructuration de la commission n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques. Il s'agit à la fois pour François Mitterrand d'éviter que les rocardiens ne s'accaparent l'étude de la conjoncture, arme décisive dans le débat public et parlementaire en temps de crise, et de mettre le CERES en quarantaine. Par-delà ces luttes de courants, le développement de la commission économique et son nouveau mode de fonctionnement soulignent la professionnalisation de l'expertise du PS d'Épinay. Entre 1974 et 1978, la commission économique fonctionne sur le modèle du Commissariat général du Plan ou de la direction de la Prévision du ministère des Finances⁵. L'importation des méthodes et savoir-faire de l'administration s'explique par l'afflux massif de hauts fonctionnaires et d'économistes d'État travaillant dans les grandes directions de la rue de Rivoli. Ce phénomène ne manque pas d'impressionner les cadres du parti qui, à l'instar du mitterrandiste Jean-Marcel Bichat, estiment que l'arrivée au pouvoir à court terme est désormais fort probable⁶.

1. Sylvie Colliard, *La campagne présidentielle de François Mitterrand en 1974*, Paris, PUF, 1979, p. 126.

2. François Kraus, « Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, 31, juillet 2002, p. 6-134.

3. PS, Secrétariat national aux études, Collectif central réunion du 23 avril 1975, « Les commissions d'études du Parti », AM Montbéliard, Fonds André Bouloche, 42S 38-39.

4. En référence aux citoyens juifs nés sur la terre d'Israël, François Mitterrand appelle « sabras » les socialistes nés à la politique au moment ou peu après le congrès d'Épinay. Parmi les plus célèbres, on trouve Jacques Attali, Lionel Jospin (perçu comme tel, son appartenance à la mouvance trotskyste n'étant alors connue que de rares initiés), Laurent Fabius ou encore Paul Quilès.

5. Entretien avec François Stasse, 17 mai 2010.

6. Entretien avec Jean-Marcel Bichat, 26 avril 2010.

Jusqu'aux élections législatives de mars 1978, la quête de crédibilité économique lancée par François Mitterrand à la veille de la présidentielle de 1974 est couronnée de succès. Le PS parvient à organiser de grands événements internationaux : lors de l'été 1975 se tient ainsi à Suresnes un colloque sur la « crise mondiale du capitalisme » auquel participent John K. Galbraith et les « prix Nobel » d'économie Jan Tinbergen et Wassily Leontief¹. Sur la scène nationale, le parti est en mesure de proposer jusqu'en 1981 un contre-plan actualisé tous les six mois. Mais si la commission économique est bien la structure reine de l'expertise socialiste, elle est très loin de disposer d'une influence comparable à celle de la section économique du PCF qui, depuis sa création en 1954, jouit d'un monopole quasi absolu sur l'expertise économique communiste².

Une cartographie complexe

Le premier secrétaire comme les courants ou le groupe parlementaire disposent de leurs propres sources d'information. Le secrétariat du groupe parlementaire socialiste apparaît ainsi comme un pôle d'expertise autonome, où s'illustre notamment Michel Charasse sur les questions fiscales et budgétaires. Lorsqu'à la faveur de ses bons résultats électoraux, le PS dispose de ressources financières supérieures dans la seconde moitié des années 1970, il les alloue en priorité au renforcement du secrétariat du groupe, soulignant par là le primat accordé au combat quotidien sur la réflexion de moyen terme dans laquelle s'inscrivent nombre de travaux de la commission économique³.

François Mitterrand dispose lui aussi de ses propres structures de réflexion⁴. La plus officielle prend le nom de groupe des Experts du premier secrétaire (GE) qui, à partir de la fin 1972, lui fournit « les documents, études et réflexions dont il a besoin »⁵ et contrebalance l'influence du CERES sur les études. Le fonctionnement du GE est assuré par des proches de François Mitterrand (Philippe Machefer, Paul Legatte, Jean-Marcel Bichat) et dirigé par Albert Gazier, proche de Pierre Mauroy après avoir été l'un des principaux opposants à Guy Mollet dans la décennie précédente. En théorie, la structure ne se substitue pas aux commissions officielles mais doit venir en complément de celles-ci. Dans les faits, la rivalité avec la commission économique prend rapidement le pas sur l'idéal de complémentarité. Lors de sa campagne présidentielle de 1974, François Mitterrand reprend, au grand dam de Jean-Pierre Chevènement, les analyses monétaires de Christian Goux, professeur d'économie à la Sorbonne, bon connaisseur de l'analyse marxiste et membre régulier du GE⁶. Après 1975, le premier secrétaire renforce encore ses ressources d'expertise propres en officialisant l'existence d'un cabinet personnel dont il confie la direction à Laurent Fabius⁷.

1. M. Fulla, *Les socialistes français et l'économie...*, *op. cit.*, p. 305-306.

2. Massimo Asta, « Economisti e partito : l'expertise economica nei partiti comunisti italiano e francese, 1945-1960 », *Studi Storici*, 1, 2016, p. 167-188. Je remercie l'auteur de m'avoir donné à lire la version à publier de ce travail.

3. Assemblée nationale, groupe du Parti socialiste et Radicaux de gauche, lettre de Gaston Defferre, 17 septembre 1975, AM Montbéliard, Fonds André Bouloche, 42S 38-39.

4. Roland Cayrol, « La direction du Parti socialiste : organisation et fonctionnement », *Revue française de science politique*, 28 (2), avril 1978, p. 201-219, dont p. 201.

5. Albert Gazier, « Projet d'organigramme du groupe des Experts », 8 novembre 1972, p. 1, OURS, Fonds Albert Gazier, 65APO 28.

6. Entretien de l'auteur avec Christian Goux, 6 août 2009.

7. François Mitterrand, lettre à Gilles Martinet, 22 octobre 1976, p. 1, Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP), Fonds Gilles Martinet, MR9, dossier 5.

Les autres structures d'expertise économique existantes – la commission de politique industrielle, l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER) et le secrétariat national au Secteur public dirigé par Michel Rocard entre 1976 et 1979 – ne disposent que d'une influence réduite dans la fabrique du discours et des programmes de la période, même si certains de leurs « économistes » peuvent jouer un rôle important sur certaines questions. On ne peut en effet saisir de manière satisfaisante le rôle des experts engagés en adoptant la seule focale des groupes d'études. Appréhender les phénomènes de circulation et de diffusion des idées et concepts économiques dans l'organisation nécessite l'adoption d'une échelle plus fine, celle de l'acteur.

Les experts économiques du PS : des courants et des hommes

La centralité nouvelle des « économistes » dans la prise de décision partisane s'accompagne de la promotion des plus importants d'entre eux au sommet de l'organisation. Leur ascension ne fait pas que des heureux. D'aucuns, tel Jean Poperen, député du Rhône et secrétaire national à l'organisation et à la propagande, dénoncent inlassablement la dérive « social-technocratique » d'un parti constitué à l'origine pour défendre les intérêts de la classe ouvrière¹. D'autres, comme le mauroyiste Jean Deflassieux, haut cadre bancaire au Crédit lyonnais et militant de longue date, constatent non sans acrimonie que « la bonne odeur de soupe qui s'échappe de la gamelle socialiste » suscite des vocations inattendues parmi les grands commis de la puissance publique². Avec plus de recul, mais non sans ironie, le journaliste Philippe Reinhard insiste sur la colonisation des sommets du parti par les énarques ; il relève aussi à juste titre la cohabitation parfois difficile des élites étatiques avec les universitaires et les cadres du privé³. Le recours à l'ACM et à la CAH permet de préciser et de nuancer le ressenti du journaliste.

Parisianisme et sous-représentation féminine

Le tropisme parisien des commissions d'études en général et de la commission économique en particulier est régulièrement déploré par ses animateurs sans que cela n'entraîne d'évolution dans la composition des collectifs centraux. Avant même l'arrivée massive des « sabras » de François Mitterrand, les dirigeants jugent impossible de remédier à ce problème, faute de moyens financiers suffisants⁴. La nature des tâches confiées à la commission économique la pousse vers un mode de fonctionnement centralisé. Le changement de majorité consécutif au congrès de Pau n'y change rien : « La commission économique a une composition trop parisienne et le pourcentage de fonctionnaires y est trop important », relève Jean-Pierre Hoss, secrétaire – rocardien – de la commission entre 1976 et 1978, lui-même conseiller d'État⁵. La critique du parisianisme est intimement liée à l'accusation de « technocratisme ». Secrétaire national aux Études de 1975 à 1979, Gilles Martinet reçoit

1. Jean Poperen, « Qu'est-ce que la social-technocratie ? Réflexions sur la social-technocratie et sur l'autre terme de l'alternative : la stratégie unitaire », supplément aux *Cahiers de l'ERIS*, octobre 1974, p. 1.

2. Jean Deflassieux, témoignage dans Thierry Pfister, *Les Socialistes*, Paris, Albin Michel, 1977, p. 50-51.

3. Philippe Reinhard, « Essai de zoologie politique : les jeunes loups du PS », *Structures*, 3, 2^e trimestre 1977, p. 17-18, dont p. 17.

4. François Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement, « Circulaire n° 169 » adressée aux secrétaires fédéraux, cité, p. 1.

5. Gilles Martinet, compte rendu de la réunion du collectif central des commissions d'études du PS, 10 mai 1978, p. 4, CHSP, Fonds Gilles Martinet, MR8, dossier 6.

régulièrement des lettres de militants provinciaux désabusés¹. La « plongée libre » de Jean-François Bizot dans le PS d'Épinay confirme cet état de fait : le journaliste constate le décalage, parfois abyssal, entre les notes produites par les Groupes socialistes d'entreprise (GSE), qui s'entassent sur le bureau de Gilles Martinet, et les positions définies par les collectifs centraux des commissions².

Ce « parisianisme » se double d'une écrasante domination masculine dans la population des « économistes » du PS. Sept expertes seulement trouvent place dans notre corpus, soit 3 % des « économistes » engagées. Le constat n'est guère surprenant dans la mesure où les postes de direction nationaux et locaux du parti sont également très peu féminisés³ et que le champ de l'économie professionnelle pris dans sa globalité reste, jusqu'à nos jours, une affaire d'hommes⁴. Cette sous-représentation féminine s'accompagne d'une division sexuelle tacite du travail d'expertise : aux hommes la macroéconomie, la fiscalité, la politique industrielle et le crédit ; aux femmes l'étude de la consommation, de la distribution, du temps de travail et du cadre de vie. Les thématiques socio-économiques permettent toutefois la promotion interne de quelques rares expertes très engagées politiquement au sein du courant mitterrandiste. En 1978, la journaliste mitterrandiste Christiane Doré, diplômée de Sciences Po et spécialiste des questions de consommation, succède à Marie-Thérèse Eyquem, sa « mère politique », comme déléguée nationale à la Consommation⁵. Mais les exemples d'ascension politique de femmes par l'économie relèvent de l'épiphénomène avant 1981. Les expertes du PS partagent toutefois une caractéristique commune avec leurs homologues masculins, leur jeunesse, six d'entre elles ayant moins de 35 ans en 1975.

L'afflux de jeunes « économistes » syndiqués et/ou politisés

Le renouvellement générationnel que connaît alors le PS à la base et, dans une moindre mesure, au sommet⁶, concerne aussi les « économistes ». La majorité d'entre eux est âgée de 20 à 35 ans (54 %) suivie par la génération des 35-50 ans (32 %). Seule une minorité a plus de 50 ans en 1975 (13 %). Le passage par la commission économique constitue l'un des plus sûrs tremplins vers le pouvoir : 53 % de ses membres atterrissent dans les cabinets ministériels en 1981, toute génération confondue. Plus largement, 60 % des 20-35 ans rejoignent les cabinets après la victoire de François Mitterrand. *A contrario*, la commission de politique industrielle est un ascenseur peu efficace : seuls 39 % de ses membres intègrent par la suite un cabinet. Le rajeunissement de l'expertise touche l'ensemble des courants, même si les rocardiens comptent davantage d'experts dans la tranche des 35-50 ans. Cette singularité est liée à la trajectoire politique de leur chef de file : la plupart des principaux conseillers économiques de Michel Rocard sont présents à ses côtés depuis la mobilisation de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) contre la guerre d'Algérie. Dotés d'une formation économique identique à celle de leur chef de file – Sciences Po, ENA, inspection des Finances –, Yves Bernard et Pierre-Yves Cossé forment

1. Lettres de Paul Lussault, secrétaire de la fédération socialiste d'Indre-et-Loire, à Gilles Martinet, 12 octobre 1975 et 17 septembre 1976, CHSP, Fonds Gilles Martinet, MR9, dossier 5.

2. Jean-François Bizot, *Au Parti des socialistes*, Paris, Grasset, 1975, p. 274.

3. Patrick Hardouin, « Les caractéristiques sociologiques du Parti socialiste », *Revue française de science politique*, 28 (2), avril 1978, p. 220-256, dont p. 229.

4. F. Lebaron, « La dénégation du pouvoir », art. cité ; M. Heredia, *À quoi sert un économiste ?*, op. cit.

5. « Christiane Doré, «banquière» et militante socialiste de la consommation », *L'Unité*, 26 février 1982 ; « L'organigramme du parti », *Le Poing et la Rose*, 71, juin 1978.

6. P. Hardouin, « Les caractéristiques sociologiques du Parti socialiste », art. cité, p. 228-232.

un duo inamovible de conseillers sur lequel se greffent, après 1968, de jeunes experts comme François Stasse.

L'indéniable rajeunissement de l'expertise économique socialiste doit être toutefois nuancé sur un point. Si les experts de plus de 50 ans, qui siègent pour la plupart au GE, sont largement minoritaires (14 % du *corpus*), plusieurs d'entre eux continuent de jouer un rôle important par leur expérience politique (André Bouloche, Albert Gazier) ou par leur connaissance concrète du monde de l'entreprise. Pierre Dreyfus, patron historique de la Régie Renault de 1955 à 1975, ou Jean Riboud, P-DG de Schlumberger, offrent à François Mitterrand une analyse micro-économique que ne peuvent leur fournir les jeunes macro-économistes de la rue de Rivoli.

La montée en puissance de ces derniers n'inaugure cependant pas le temps des experts désyndicalisés et novices en politique. Les liens entre les rocardiens et la CFDT sont ainsi particulièrement étroits et vont bien au-delà de la sphère économique¹. À l'image de Pierre Rosanvallon ou de Jacques Julliard, Hubert Prévot – énarque haut fonctionnaire à la Prévision et membre actif de la commission économique du PSU dans les années 1960 – circule entre les sphères cédétiste et rocardienne tout au long de la décennie suivante². Les jeunes experts rocardiens cultivent ce lien historique avec la CFDT, 75 % d'entre eux y étant adhérents. Ce tropisme cédétiste, que l'on retrouve au PSU (huit « économistes » sur les dix de notre corpus y possèdent leur carte), n'est pas le propre de cette « deuxième gauche » rocardienne autoproclamée. La syndicalisation des experts mitterrandistes révèle en effet quelques surprises. Bien que les relations entre François Mitterrand et Edmond Maire soient très difficiles, une fraction non négligeable des « économistes » du premier secrétaire (29 %) possède sa carte à la CFDT, ainsi parmi « ses » inspecteurs des Finances, espèce rare dans la faune des « économistes » du parti d'Épinay (Patrick Careil, Louis Schweitzer, Robert Lion)³.

Le CERES, quant à lui, a noué des liens solides avec la tendance cédétiste hostile à Edmond Maire : 38 % des experts du centre d'études sont membres de la confédération. Certains, comme Michel Coffineau, ancien employé des PTT qui accède en 1972 au secrétariat confédéral, ou Michel Rolant, responsable du secteur économique de la CFDT dans la deuxième moitié de la décennie, jouent – ou ont joué – un rôle de premier plan au sein de l'exécutif syndical. Dans la haute fonction publique, le conseiller d'État Thierry Le Roy a marqué la section CFDT-ENA par son dynamisme militant⁴. Dans la même veine, Pierre Antonmatteï, spécialiste des affaires sociales au ministère du Commerce et de l'Artisanat, mène de front activité militante à la commission exécutive fédérale de la CFDT finances et engagement au côté de Jean-Pierre Chevènement⁵.

A contrario, l'appartenance des experts, tous courants confondus, à une fédération cégétiste ou FO est rare. Quelques hauts fonctionnaires du CERES, comme André Bellon ou Christian

1. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *L'effet Rocard*, Paris, Stock, 1980, p. 124.

2. Jean-Pierre Fourcade, lettre à Raymond Cabaret (secrétaire général de l'Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés de la CFDT), 25 février 1975, Archives fédérales de la CFDT, Fonds de la fédération des Finances, 1R 83. Entretien (téléphonique) avec Hubert Prévot, 5 novembre 2010.

3. « Liste des membres adhérents à la section CFDT de l'Inspection générale des Finances », s. d. [probablement 1977-1978], Archives fédérales de la CFDT, Fonds de la fédération des Finances, 1R 84.

4. M. Dagnaud, Dominique Mehl, *L'élite rose...*, op. cit., p. 116.

5. Fédération des Finances CFDT, « Compte rendu de la réunion du Comité fédéral », 7-8 octobre 1974, p. 1, Archives fédérales de la CFDT, Fonds de la fédération des Finances, 1R 139.

Sautter, adhèrent à la confédération de Georges Séguéy¹. Chez les miterrandistes, seuls des responsables politiques comme Pierre Joxe ou Jean Prunteau, responsable de l'ISER et à partir de 1976 du GE², revendiquent un engagement cégétiste. FO, quant à elle, ne trouve grâce qu'auprès d'une poignée d'experts, souvent des anciens de la SFIO comme André Bouilloche.

Plausible, cette première exploration de la syndicalisation des « économistes » socialistes est toutefois à considérer avec prudence dans la mesure où il fut impossible, malgré nos tentatives, d'accéder aux archives des fédérations des Finances CGT et FO³. La syndicalisation de 19 des 196 experts du corpus nous demeure ainsi inconnue. Néanmoins, l'approche prosopographique confirme l'importance de la CFDT – précédemment mise en évidence par Hélène Hatzfeld dans les domaines social et sociétal⁴ – comme réservoir d'idées et d'experts économiques pour le PS.

La politisation des « économistes » engagés est plus conforme aux attentes que leur syndicalisation. La plupart entre en politique dans le sillage du *leader* de leur courant, ce qui explique la surreprésentation des anciens de la SFIO au CERES (31 % des effectifs contre respectivement 16 % des miterrandistes et 6 % des rocardiens) et de ceux du PSU chez les rocardiens (66 %)⁵. L'étude du courant miterrandiste confirme le phénomène des « sabras » : 65 % de ses experts n'ont connu aucune expérience politique avant Épinay, tendance plus lourde encore (78 %) si l'on exclut les amis de Pierre Mauroy de l'effectif. Cette divergence de politisation des experts selon les courants ne se retrouve pas au plan sociologique où la convergence est de mise. Tous, en effet, mobilisent dans des proportions similaires une expertise structurée par trois grands profils socio-professionnels.

Trois grands profils socio-professionnels d'experts économiques

Le graphique des variables actives de l'ACM, reproduit ci-dessous, fait émerger trois grands profils socio-professionnels auxquels tous les dirigeants du PS ont recours dans des proportions semblables. Les énarques du ministère des Finances et plus largement les hauts fonctionnaires se concentrent sur la gauche du graphique. Leur densité confirme l'engagement massif en socialisme d'une élite très diplômée issue des sommets de l'administration économique et financière au cours de la décennie 1970. Elle confirme également de manière plus large que la majorité du PS – tout en s'en défendant officiellement – accorde, à l'instar du PCF, une importance décisive à l'État comme « agent du changement économique, politique, social et culturel »⁶. Si les anciens d'HEC (6 % du corpus) et les polytechniciens (12 %) constituent une rareté dans le parti, cette faible représentation numérique est inversement proportionnelle à leur rôle dans

1. Entretien (téléphonique) avec André Bellon, 2 janvier 2012 ; lettre de Jean-Pierre Revoil (correspondant CGT-INSEE) pour les bureaux nationaux CFDT et CGT-INSEE, 21 janvier 1974, Archives fédérales de la CFDT, Fonds de la fédération des Finances, IR 93.

2. Massimo Asta, « Jean Prunteau », *Le Maitron. Dictionnaire biographique : mouvement ouvrier, mouvement social*, <<http://www.maitron-en-ligne.univ-paris1.fr>> (consulté le 4 mars 2016).

3. Les archives de la CGT-Finances ne sont pas déposées aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, contrairement à celles de nombreuses fédérations. Nos démarches répétées auprès des responsables syndicaux actuels se sont avérées infructueuses. De même, les archives de FO-Finances ne semblent pas avoir été conservées.

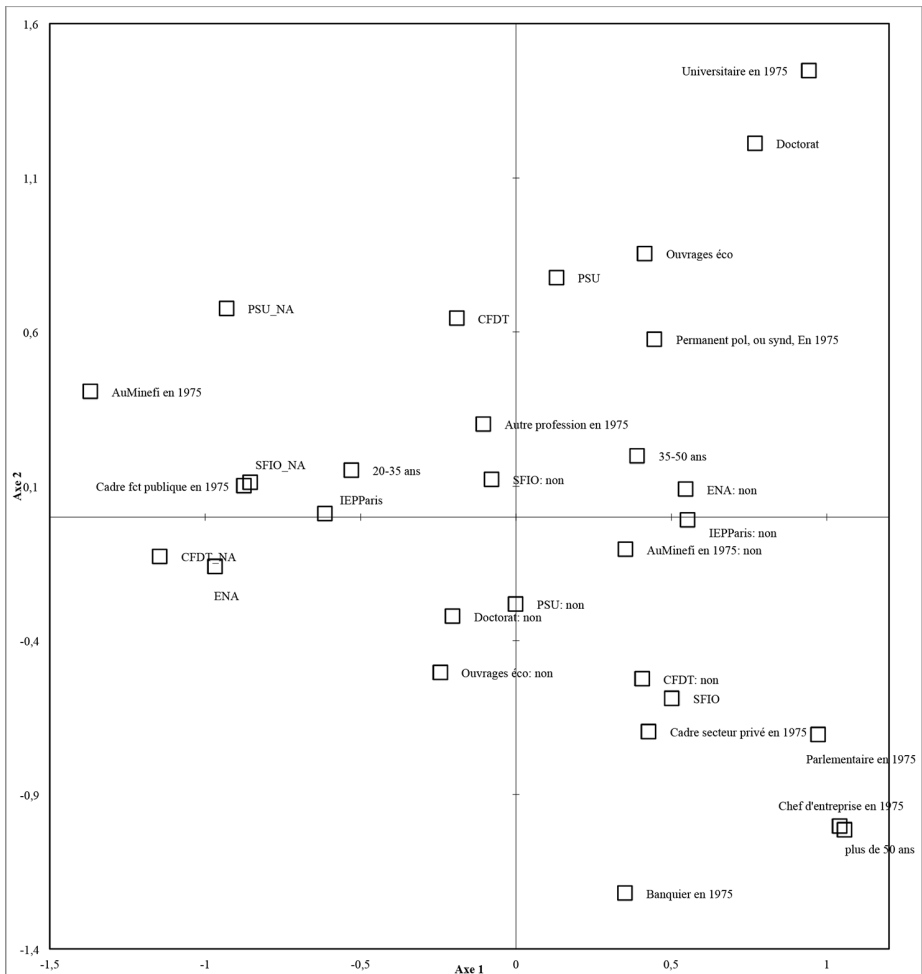
4. Hélène Hatzfeld, « Les relations entre le Parti socialiste, la CFDT et le mouvement social de 1971 à 1981 », thèse d'État de science politique, sous la direction de Georges Lavau, Paris, Sciences Po Paris, 1987.

5. Le test de Fisher réalisé sur un tableau croisant en ligne les variables « CERES » et « Autres courants », et en colonne les variables « Passé par SFIO : oui » « Passé par la SFIO : non » révèle une forte corrélation (probabilité inférieure à 1 % que les variables soient indépendantes). Il en va de même lorsqu'on construit le tableau « Rocardiens »/« Autres courants » en ligne, et « Passé par PSU : oui »/« Passé par PSU : non » en colonne (probabilité inférieure à 1 % que les variables soient indépendantes).

6. Marc Lazar, « Le Parti socialiste et l'État », dans Noëline Castagnez, Gilles Morin (dir.), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée, 1971-1981*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 247-260, dont p. 260.

la construction et la mise en musique du discours économique. Que l'on songe, pour les anciens d'HEC, aux rôles joués par Louis Gallois au CERES, par Jean Deflassieux auprès de Pierre Mauroy ou par Pierre Rosanvallon chez les rocardiens. Les polytechniciens ne sont pas en reste. Nombre d'entre eux utilisent les commissions d'études comme un tremplin vers une carrière politique ou l'accession aux sommets de l'État. Outre les exemples bien connus des « sabras » miterrandistes comme Jacques Attali ou Paul Quilès, on peut également évoquer les trajectoires de Christian Sautter pour le CERES et de Jean Peyrelevede pour les mauroyistes.

Graphique 1. Analyse des correspondances multiples de l'espace des « économistes » du PS d'Épinay¹



Cependant, la filière la plus couramment empruntée par ces hauts fonctionnaires engagés est celle conduisant de Sciences Po Paris à l'ENA. La CAH le met clairement en évidence : 86 % des membres de la classe (*cluster*) des grands commis sortent de l'ENA et 83 % de

1. Témoignage de François Stasse (sous le pseudonyme de Jacques Gallus) cité dans Hervé Hamon et Patrick Rotman, *L'effet Rocard*, Paris, Stock, 1980, p. 186.

Sciences Po. Le croisement de la variable ENA avec l'appartenance de courant souligne en outre que, contrairement à l'idée reçue selon laquelle les énarques socialistes sont majoritairement rocardiens¹, tous les courants en comptent peu ou prou une proportion équivalente dans leur population d'experts économiques, comme le montre le tableau 1.

Tableau 1. Les « économistes » des courants du PS passés par l'École nationale d'administration²

	Énarques	Non-énarques	Total
Mitterrandistes (dont deloristes et mauroyistes)	35 % (n = 32)	65 % (n = 59)	100 % (n = 91)
CERES	47 % (n = 21)	53 % (n = 24)	100 % (n = 45)
Rocardiens	28 % (n = 14)	72 % (n = 36)	100 % (n = 50)
PSU	20 % (n = 2)	80 % (n = 8)	100 % (n = 10)

Réciproquement, la rareté des énarques au sein des équipes du PSU confirme une tendance socio-culturelle lourde, celle du peu d'attrait des élites étatiques pour les marges du jeu politique. Enfin, si le pôle des économistes d'État et des hauts fonctionnaires est numériquement dominant dans le PS d'Épinay, il est loin d'être hégémonique avant 1981.

Tableau 2. Profession des « économistes » en 1975 par courant du PS³

	Cadre fonction publique	Universitaire	Banquier	Cadre secteur privé	Chef d'entreprise	Parlementaire	Permanent politique ou syndical	Autre	Total
Mitterrandistes (dont mauroyistes et deloristes)	37 % (n = 34)	18 % (n = 16)	8 % (n = 7)	13 % (n = 12)	9 % (n = 8)	4 % (n = 4)	5 % (n = 5)	5 % (n = 5)	100 % (n = 91)
CERES	51 % (n = 23)	7 % (n = 3)	4 % (n = 2)	22 % (n = 10)	2 % (n = 1)	2 % (n = 1)	9 % (n = 4)	2 % (n = 1)	100 % (n = 45)
Rocardiens	38 % (n = 19)	8 % (n = 4)	6 % (n = 3)	8 % (n = 4)	10 % (n = 5)	8 % (n = 4)	14 % (n = 7)	8 % (n = 4)	100 % (n = 50)
PSU	70 % (n = 7)	10 % (n = 1)	0 %	10 % (n = 1)	10 % (n = 1)	0 %	0 %	0 %	100 % (n = 10)

1. Le détail des variables et les principaux résultats chiffrés de l'analyse (valeurs propres des premiers axes, coordonnées et contributions des modalités aux axes) sont donnés dans l'annexe méthodologique disponible en ligne sur le site de la *RFSP*.

2. En raison des petits effectifs de certaines cases, nous avons soumis ce tableau non à un test de chi-2 mais à un test exact de Fisher, recommandé en cas de petits effectifs. Les résultats de ce test ne révèlent aucune corrélation significative entre l'un ou l'autre des courants et la proportion d'énarques en son sein (probabilité supérieure à 20 % que les variables soient indépendantes).

3. Les tests de Fisher réalisés pour les cas de pourcentages s'éloignant de la moyenne (PSU et cadre de la fonction publique, mitterrandistes et universitaires, rocardiens et permanent politique) ne révèlent aucune corrélation significative entre ces variables. Les probabilités d'indépendance des variables calculées pour chaque case du tableau restent très supérieures à 5 %.

Les universitaires et les théoriciens de l'économie constituent en effet un deuxième pôle d'expertise important, regroupés dans le quadrant supérieur droit du graphique des variables actives de l'ACM. La CAH apporte des précisions supplémentaires sur les propriétés les plus structurantes de ce deuxième *cluster*, en soulignant que 91 % des universitaires (professeur ou jeune chargé de cours) et 76 % des docteurs sont regroupés en son sein, et que tous ses membres ont publié au moins un ouvrage d'économie au cours de la période. Si les docteurs – et plus encore en économie – sont en minorité quel que soit le courant du PS considéré (21 % du corpus, soit 41 individus), les mitterrandistes et les rocardiens en comptent tout de même davantage que le CERES, où leur part est réduite à la portion congrue (trois experts sur les 45 mobilisés par le centre d'études).

Mais à l'instar des polytechniciens ou des diplômés d'HEC, les universitaires jouent un rôle précieux dans la fabrique du discours économique. Non astreints au devoir de réserve, ils défendent dans la presse la crédibilité des contre-plans du PS. Ils s'avèrent également fort utiles lorsqu'il s'agit de donner du sens à des mots d'ordre vagues comme la rupture avec le capitalisme, la planification démocratique ou l'autogestion. Dans l'entourage de François Mitterrand, Jacques Attali joue en outre un rôle décisif de médiation entre le parti et l'université en créant avec Marc Guillaume l'Institut de recherche et de formation socio-économique (IRIS) à Dauphiné¹. Depuis le temps du PSU, Michel Rocard compte lui aussi plusieurs universitaires dans son premier cercle d'expertise économique : Gérard Fuchs et Bernard Soulage pour la macroéconomie, François Soulage (le frère de Bernard) pour les questions liées à l'économie sociale font partie de ses plus fidèles soutiens.

Les commissions d'études sont donc dominées par des hauts fonctionnaires et des universitaires proches des principaux *leaders* de courant. Les autodidactes sont rares et de générations plus anciennes (Jacques Delors, Albert Gazier). De même, peu d'experts ont entamé leur carrière professionnelle comme employé ou ouvrier (7 % du corpus). L'ACM a toutefois permis de souligner l'existence d'un troisième profil d'expertise que la seule exploration qualitative des sources aurait conduit à sous-évaluer : celui d'une nébuleuse de permanents politiques et syndicaux, de cadres du secteur privé et de quelques patrons proches de François Mitterrand ou de Michel Rocard. Moins diplômés et plus âgés que les universitaires et les économistes d'État, ces acteurs regroupés dans un troisième *cluster* siègent au GE ou au sein de la commission de politique industrielle. Les plus en cour disposent d'un accès direct à la personne de François Mitterrand ou de Michel Rocard, et leur font bénéficier de leur connaissance du monde de l'entreprise ou de la banque. On retrouve également au sein de ce groupe des permanents politiques, très engagés dans l'activité d'un courant – Didier Motchane au CERES, Lionel Jospin chez les mitterrandistes, Patrick Viveret pour les rocardiens – et disposant d'une culture économique suffisamment solide pour initier et/ou superviser les travaux menés par les experts moins politisés des commissions d'études.

La mise en lumière de ces trois grands profils socio-professionnels d'« économistes » socialistes, nourrie par des méthodes quantitatives robustes, constitue une première étape nécessaire mais non suffisante en vue de l'élaboration d'une typologie. Dans un univers où les choix économiques sont surdéterminés par la stratégie politique de l'organisation, la construction d'une variable précisant le degré de proximité de chaque expert à l'un des principaux dirigeants du parti apparaissait nécessaire. Au PS et, dans une moindre mesure,

1. Jean-Hervé Lorenzi, témoignage cité dans F. Jourdaa, *La planète Attali*, op. cit., p. 139-140.

au PSU, il existe une forte hiérarchie politique des experts, dont le chercheur ne peut faire abstraction. La projection de cette variable en supplémentaire sur le graphique de l'ACM (donné en annexe) montre que ses trois modalités (fort/moyen/faible) sont regroupées au centre, ce qui permet d'en déduire que l'appartenance à l'un ou l'autre des trois *clusters* mis en évidence par la CAH n'est pas discriminante pour s'élever au sommet de l'expertise économique socialiste.

Essai de typologie politique des « économistes » socialistes

Se contenter d'une mise en lumière des profils socio-professionnels d'« économistes » œuvrant au sein du PS ne permet pas de saisir leur influence réelle dans le processus d'élaboration des programmes et du discours public de l'organisation. La proximité de l'« économiste » avec ses principaux *leaders*, en particulier François Mitterrand, est bien plus décisive que son origine sociologique pour comprendre sa place dans le dispositif très hiérarchisé au service de la conquête du pouvoir. Ainsi, les trois grands profils socio-professionnels d'experts socialistes se côtoient, quoique de manière très inégale, dans les quatre groupes distingués ci-dessous.

Au sommet de la hiérarchie : les « politiques-experts »

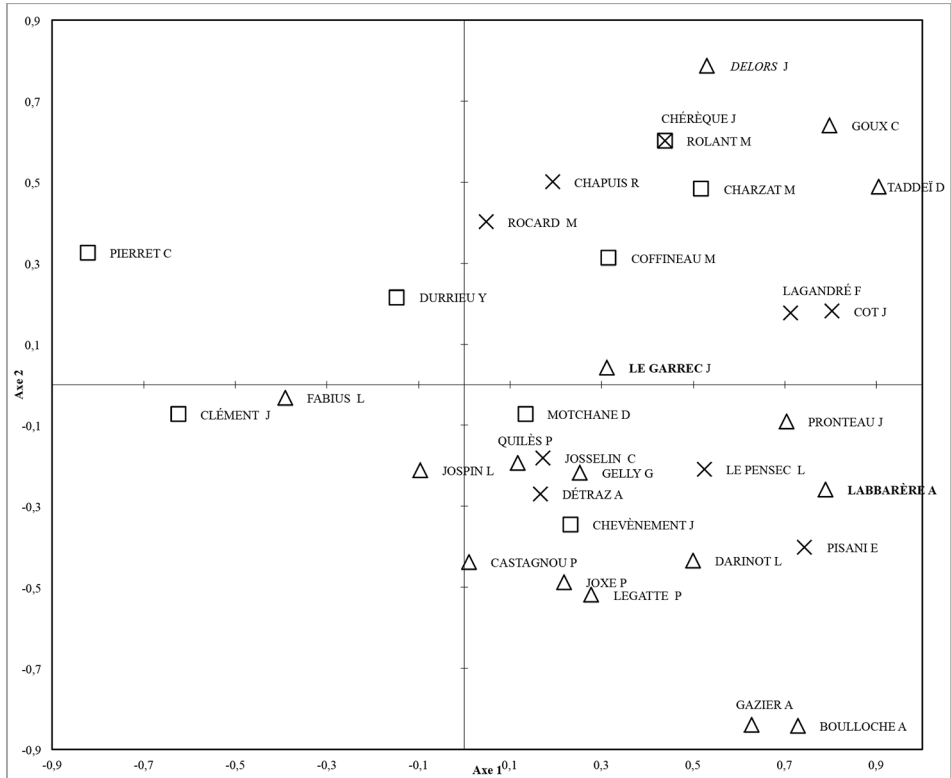
Par « politiques-experts », nous entendons des professionnels de la politique disposant d'une formation économique suffisamment solide pour superviser les travaux des nombreuses structures d'études du PS. Ces acteurs popularisent le discours économique partisan et débattent régulièrement avec leurs adversaires gouvernementaux ou communistes. Ils occupent des postes importants au sein du parti. On y trouve des parlementaires (André Boulloche, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Joxe), des secrétaires nationaux (Jean Prunteau, Michel Rocard, également député des Yvelines) et de jeunes adhérents occupant des fonctions stratégiques, tels Laurent Fabius, directeur du cabinet de François Mitterrand, le rocardien Robert Chapuis, délégué national à la Technologie, la Recherche et la Politique industrielle de 1975 à 1979, ou le chevènementiste Michel Coffineau, secrétaire national adjoint du secteur Entreprises après le congrès de Metz de 1979.

Les « politiques-experts » exercent un contrôle vigilant sur les commissions d'études, notamment sur le GE et sur la commission économique¹. Les commissions économiques de courant, comme celle du CERES, fonctionnent sur les mêmes principes. Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane veillent à ce que leurs experts opposent systématiquement des contre-argumentaires fouillés et polémiques aux positions rocardiennes : « à ce

1. Les individus présentés sur les quatre graphiques de notre typologie politique sont projetés sur le plan factoriel déterminé précédemment. Les « économistes » de Pierre Mauroy et de Jacques Delors sont regroupés dans le courant mitterrandiste car les partisans des trois hommes sont sur la même ligne politique du congrès d'Épinay à celui de Metz (6-8 avril 1979), où les mauroyistes nouent une alliance (éphémère) avec les rocardiens. Cette définition politique du courant mitterrandiste s'applique aux graphiques suivants. Il convient toutefois de distinguer les experts de Jacques Delors et de Pierre Mauroy car leur approche des questions économiques diverge quelque peu de celle des fidèles de François Mitterrand. Les deloristes sont donc distingués en italique et les mauroyistes en gras dans les quatre graphiques de notre typologie politique. Une présentation des différences culturelles entre « économistes » du PS dépasse toutefois le cadre de cet article. Pour une présentation détaillée des différentes cultures économiques irriguant le socialisme politique des années 1970, cf. M. Fulla, « Le Parti socialiste face à la question économique... », cité, p. 612-642.

moment-là, pour se démarquer, il fallait mettre un peu plus de Marx », se souvient l'économiste Michel Beaud, secrétaire de la structure entre 1976 et 1979¹.

Graphique 2. Situation des « politiques-experts » par courant du PS selon les axes définis par l'ACM²



Note : carré : expert du CERES ; triangle : expert mitterrandiste (dont mauroyiste en gras et deloriste en italique) ; croix : expert rocardien.

Le « politique-expert » se situe donc à la confluence du politique et de l'économique. Sorti, parfois depuis longtemps, de son laboratoire ou formé sur le tas – à l'instar de Robert Chapuis, professeur de lettres dans un lycée parisien nommé délégué national à l'Énergie par François Mitterrand quelques mois après le congrès de Pau – il assure la circulation et la publicisation du programme partisan auprès des électeurs et des militants³. Fort d'une autorité sociale acquise par l'exercice de responsabilités politiques, il « peut, sur des questions étrangères à sa compétence technique mais non pas au pouvoir qu'il s'est acquis par elle, tenir avec autorité un discours qui n'est plus celui du savoir »⁴. À cette fonction d'animateur et de publiciste de la question économique s'ajoute celle de recruteurs de jeunes talents.

1. Entretien avec Georges Gelly, secrétaire adjoint (mitterrandiste) de la commission économique entre 1974 et 1977, 5 janvier 2012.

2. Entretien avec Michel Beaud, 2 avril 2009.

3. Robert Chapuis, *Si Rocard avait su...*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 63.

4. Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, t. 1 : *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 2007, p. 22.

Pierre Joxe dispose de réseaux efficaces au Conseil d'État et à Sciences Po Paris où il enseigne depuis de longues années ; Jacques Attali est un chasseur de têtes efficace à l'Université Paris-Dauphine, à l'École polytechnique et dans la haute administration ; Jean-Pierre Chevènement compte de solides relais dans les pôles économiques du ministère des Finances et à l'ENA. Michel Rocard et Jacques Delors disposent également de contacts précieux dans la haute administration (qu'ils connaissent bien pour y avoir travaillé dans la décennie précédente), à l'université – le second anime un séminaire de recherche à Dauphine intitulé « Travail et société » – et à la CFDT.

Les trajectoires socio-professionnelles des « politiques-experts » sont plus variées que celles des experts des commissions d'études. Les militants socialistes de longue date – André Boulloche, Albert Gazier, Michel Rocard voire Jean-Pierre Chevènement – côtoient les proches de François Mitterrand, eux-mêmes issus d'horizons pluriels, de la vieille garde de la Convention des institutions républicaines (CIR) des années 1960 (Paul Legatte, Pierre Joxe) aux « sabras » (Laurent Fabius, Paul Quilès), en passant par des personnalités promues par le premier secrétaire, comme Christian Goux ou Lionel Jospin. Ce mélange des générations et des socialisations politiques s'accompagne d'un métissage socio-professionnel que l'on ne retrouve pas dans les autres strates d'expertise. La présence d'une composante ouvrière importante (20 % de l'effectif) s'explique par la volonté des courants d'associer aux travaux des syndicalistes de premier plan, généralement issus de la CFDT. Michel Rocard s'appuie par exemple sur les métallurgistes cédétistes Jacques Chérèque, représentant de la CFDT au Conseil économique et social qu'il connaît depuis l'époque du PSU, et André Acquier, délégué national du PS à l'Industrie de 1975 à 1980, qui passe pour être l'œil de la centrale dans le parti. Au CERES, Michel Coffineau et Michel Rolant assurent la liaison entre le centre d'études et les fédérations cédétistes convaincues de la pertinence du CME pour penser la crise « néocapitaliste »¹.

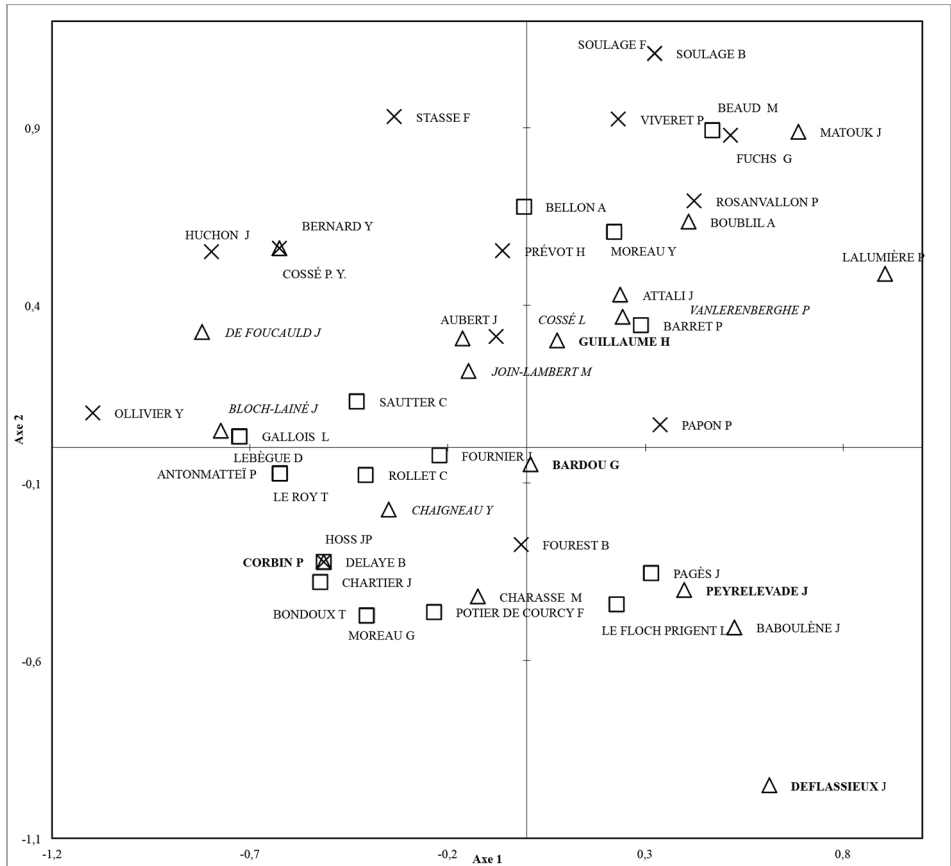
Les parcours de ces acteurs mettent en lumière la porosité entre politique et expertise : des opportunités de carrière politique s'offrent à l'« économiste » engagé, pour peu qu'il convainque un responsable influent – *a fortiori* le *leader* de l'organisation – de sa compétence et de sa fidélité. Une part significative de « politiques-experts », surtout parmi les hauts fonctionnaires et les universitaires, ont d'abord été de proches conseillers techniques d'un *leader* du PS avant d'embrasser la carrière politique dans la deuxième moitié des années 1970 ou dans la foulée de l'accession de François Mitterrand à l'Élysée.

Les conseillers du Prince

À la différence des « politiques-experts », aucun de ces acteurs clés dans l'élaboration du discours économique socialiste n'affronte l'épreuve du suffrage universel avant 1981. Ce premier cercle d'expertise, essentiellement masculin, est au cœur de la bataille politique : il synthétise les données fournies par les commissions d'études et ses membres signent les documents examinés par le comité directeur ou la direction des courants. Leur sociologie est plus homogène que celle des « politiques-experts », même si la nébuleuse du troisième *cluster* mis en valeur par la CAH y est représentée par de fortes personnalités (Loïk Le Floch-Prigent et Jean-Paul Pagès au CERES, Jean Deflassieux pour les mauroyistes). Aux côtés des hauts fonctionnaires, les universitaires jouent un rôle non négligeable de publicistes auprès des élites et des militants.

1. Frank Georgi, « "Le monde change, changeons notre syndicalisme" : la crise vue par la CFDT (1973-1988) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 84 (4), 2004, p. 93-105, dont p. 97.

Graphique 3. Situation du premier cercle d'expertise par courant du PS selon les axes définis par l'ACM



Note : carré : expert du CERES ; triangle : expert mitterrandiste (dont mauroyiste en gras et deloriste en italique) ; croix : expert rocardien.

Au sein du *cluster* des hauts fonctionnaires et des économistes d'État, on constate que les experts du ministère des Finances ne sont pas la seule ressource étatique du PS ; les conseillers d'État jouent aussi un rôle important. Des mitterrandistes de premier plan comme Jacques Attali, Laurent Fabius et Paul Legatte siègent place du Palais-Royal ; Michel Rocard peut compter sur Jean-Pierre Hoss, tandis que Jean-Pierre Chevènement s'appuie sur Thierry Le Roy. Ces juristes sont principalement mobilisés dans le processus d'expertise pour leur qualité de plume. Ce sont eux, plus fréquemment encore que les universitaires, qui traduisent les débats ardu – voire austères – entre grands commis de la rue de Rivoli en une langue compréhensible par un public plus large¹.

Quoique moins nombreux dans ce premier cercle (16 % du groupe), les universitaires n'en jouent pas moins un rôle précieux dans la rénovation de l'image économique engagée par la direction du PS. Dans tous les courants, certains parviennent à s'élever au sommet de

1. Entretien avec Jean-Pierre Hoss, 5 mai 2010.

l'expertise partisane par la professionnalisation de leur savoir-faire. L'ascension de Jean Matouk, ancien thésard de Christian Goux, s'explique non seulement par sa fidélité à François Mitterrand mais aussi par sa spécialisation sur les questions conjoncturelles. Professeur d'économie à l'université de Montpellier, il fonde son propre institut de conjoncture dans la seconde moitié des années 1970 et nourrit le parti de données macroéconomiques utiles pour étayer les accusations d'incompétence proférées contre le tandem Giscard-Barre. Il sera récompensé en 1982 en obtenant la présidence d'une petite banque nationalisée. À l'instar des grands commis, la capacité des universitaires à se rendre indispensables à l'un des principaux dirigeants du PS reste le plus sûr moyen pour eux de peser sur l'élaboration du programme économique et, pour les plus ambitieux, de convertir leur compétence technique en ressource utile pour se lancer en politique et/ou atteindre les sommets de l'État industriel ou banquier.

Reste toutefois que les hauts fonctionnaires occupant des postes stratégiques dans les grandes directions du ministère des Finances disposent de compétences plus recherchées par le parti que celles des universitaires, ce qui explique leur hégémonie dans ce premier cercle. Appréhender la pluralité des profils d'« économistes » circulant dans le PS implique de s'éloigner de la garde rapprochée des *leaders* du PS sur laquelle se concentre toute l'attention médiatique.

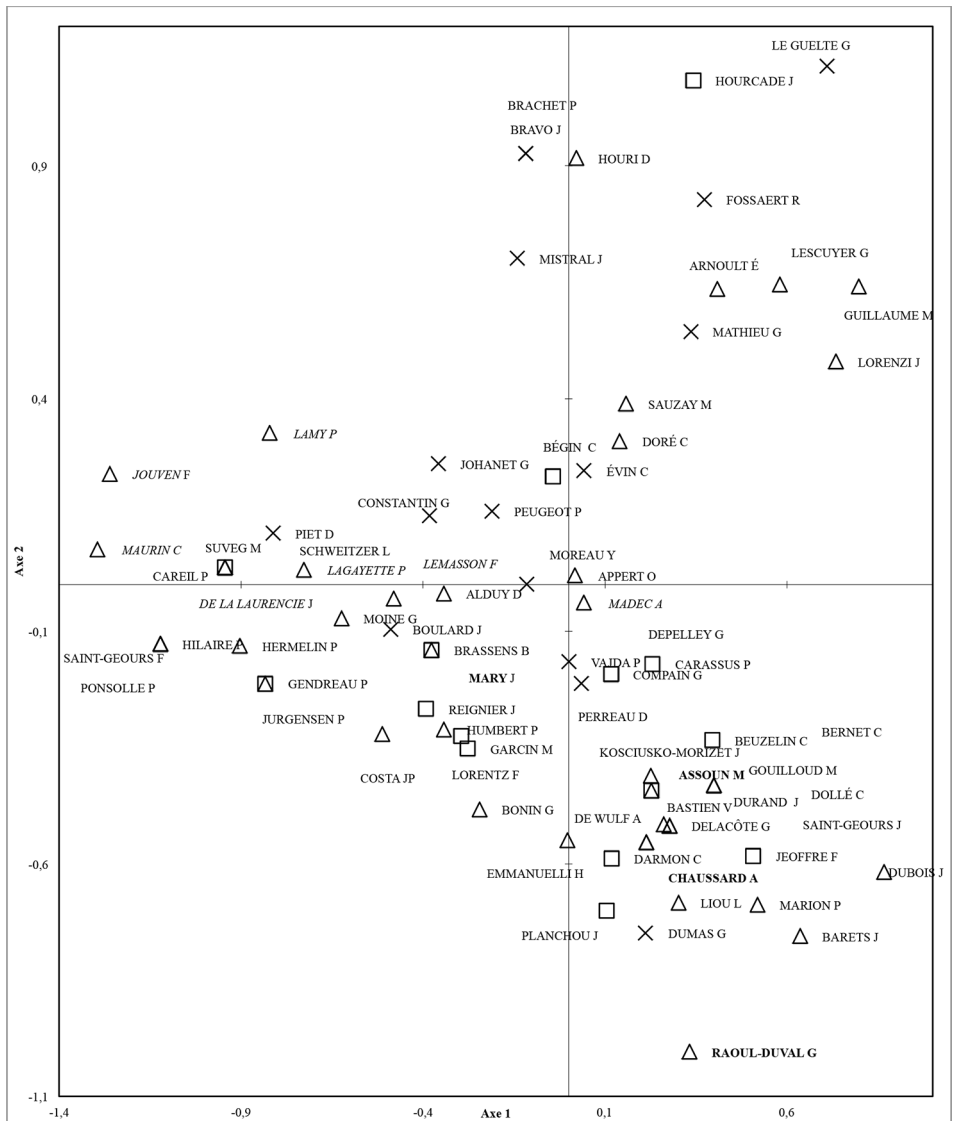
Un éventail de profils plus ouverts : les experts du deuxième cercle

« Il y avait un certain nombre de “petites mains”, enfin je ne vais pas dire des “petites mains”, en tout cas des gens qui étaient presque tous au ministère des Finances ou à l'Insee, et on passait nos soirées voire nos samedis matins et parfois nos dimanches à aligner les chiffres », se souvient Denis Piet, haut fonctionnaire rocardien à la direction de la Prévision et membre du club Échange et Projets fondé en 1973 par Jacques Delors¹. Deux trajectoires s'offrent à ces experts plus jeunes que leurs aînés du « premier cercle » (70 % ont moins de 30 ans).

Les macroéconomistes, hauts fonctionnaires ou « ingénieurs-économistes » d'État s'orientant vers des carrières universitaires, accomplissent un important travail de chiffrage lors de l'actualisation du programme commun (automne 1976-septembre 1977), rédigent des notes de synthèse et rejoignent pour la plupart les cabinets ministériels en 1981. Les mitterrandistes Louis Schweitzer et Patrick Ponsolle, respectivement passés par le Budget et la Prévision dans les années 1970, les rocardiens Denis Piet et Patrick Peugeot (énarque et polytechnicien passé par le Plan) et le chevènementiste Michel Suveg, administrateur civil rue de Rivoli, sont de bons exemples de cet itinéraire. Quoique plus éloignées du processus de décision, leurs homologues féminines connaissent également une trajectoire qui les conduit vers les cabinets ministériels en 1981. La conseillère d'État Yannick Moreau siège dans la commission affaires sociales du CERES avant de rejoindre l'Élysée ; les énarques Isabelle Bouillot et Élisabeth Guigou, respectivement hauts fonctionnaires au Budget et au Trésor, jouent un rôle marginal dans l'élaboration du discours économique des années 1970 avant d'être replacées au cœur de la décision après 1981.

1. Entretien (téléphonique) avec Denis Piet, 8 février 2012.

Graphique 4. Situation des experts du « deuxième cercle » par courant du PS selon les axes définis par l'ACM



Note : carré : expert du CERES ; triangle : expert mitterrandiste (dont mauroyiste en gras, deloriste en italique) ; croix : expert rocardien.

Les universitaires, en revanche, sont plutôt déconsidérés dans ce deuxième cercle d'expertise. La technicité des travaux et l'impératif d'efficacité favorise la promotion des grands commis à leur détriment, comme le confie Gilles Martinet, franc-tireur du courant rocardien et secrétaire national aux Études du PS de 1975 à 1979, dans une lettre à Alain Touraine, également proche de ce courant sans pour autant appartenir à son noyau dur :

« Je crois [...] que dans le mouvement socialiste européen, les “technocrates” l'emportent progressivement sur les “profs” (dans le PS français, cela se remarque aussi bien du côté de Mitterrand que de Rocard). Cette évolution ne provoque pas mon enthousiasme. Encore une fois, ma formation et ma sensibilité me portent du côté des “profs”. Et, cependant, leur irréalisme m'exaspère. J'apprends beaucoup plus de choses auprès des “technocrates” et des élus “à ras-de-terre” du parti, dès qu'il s'agit de faire le point d'un problème économique et social. »¹

Ces deux profils cohabitent en effet avec des experts du secteur privé et ces « élus à ras-de-terre », évoqués avec une pointe de condescendance par Gilles Martinet. Leur rôle, quoique plus obscur, n'en est pas moins important.

Souvent membres de la commission de politique industrielle, plus âgés que leurs homologues de la rue de Rivoli (40 % ont plus de 35 ans), leur militantisme des années 1970 est peu valorisé, comme l'illustre l'exemple de Claude Bernet. Mitterrandiste de longue date, cet ingénieur de formation est l'un des rares cadres du secteur privé à s'investir dans les commissions d'études de Jean-Pierre Chevènement après Épinay. Avant 1975, son activité reste cependant limitée en raison de la mainmise du CERES sur la politique industrielle. Le retour des chevènementistes dans la minorité lui permet d'obtenir le secrétariat de la commission². Mais il est rapidement supplanté par Alain Boubliil, étoile montante de l'expertise économique mitterrandiste et haut fonctionnaire au Plan, qui s'arroge ce domaine de compétences à la faveur de la renégociation du programme commun de 1976-1977³. Ces désillusions n'empêchent pas Claude Bernet de rejoindre le cabinet du ministre de l'Industrie Pierre Dreyfus en 1981, mais elles rappellent que, dans le PS des années 1970, la culture économique dominante est fondamentalement macroéconomique et macrosociale. Si plusieurs membres actifs de la commission de politique industrielle rejoignent le cabinet de Pierre Dreyfus, beaucoup d'experts plus modestes gardent un goût amer de l'expérience et un sentiment d'inutilité⁴.

Déduire de ces états d'âme un désintérêt absolu de la direction du PS pour l'entreprise est cependant un pas qu'il faut se garder de franchir. Sur ce sujet, les dirigeants socialistes, au premier chef François Mitterrand et Michel Rocard, privilégient un canal d'expertise plus officieux et informel.

Un canal d'expertise horizontal et officieux : grands patrons et responsables syndicaux

François Mitterrand mobilise régulièrement un réseau patronal solide pour se tenir informé de la situation industrielle de la France. Les amitiés nouées avant ou pendant la seconde guerre mondiale avec plusieurs chefs d'entreprise – André Bettencourt, François Dalle, Roger-Patrice Pellat, pour ne citer que les plus fameux⁵ – constituent le cœur de ce canal d'expertise économique horizontal et officieux, dont la figure principale est le P-DG de Schlumberger Jean Riboud⁶. Le plaidoyer de ce dernier pour un État chef d'orchestre et modérément dirigiste séduit bien davantage le premier secrétaire du PS que le volontarisme marxisant

1. Gilles Martinet, lettre à Alain Touraine, 3 juillet 1980, p. 1-2, CHSP, Fonds Gilles Martinet, MR26, dossier 7.

2. Entretien avec Claude Bernet, 17 février 2010.

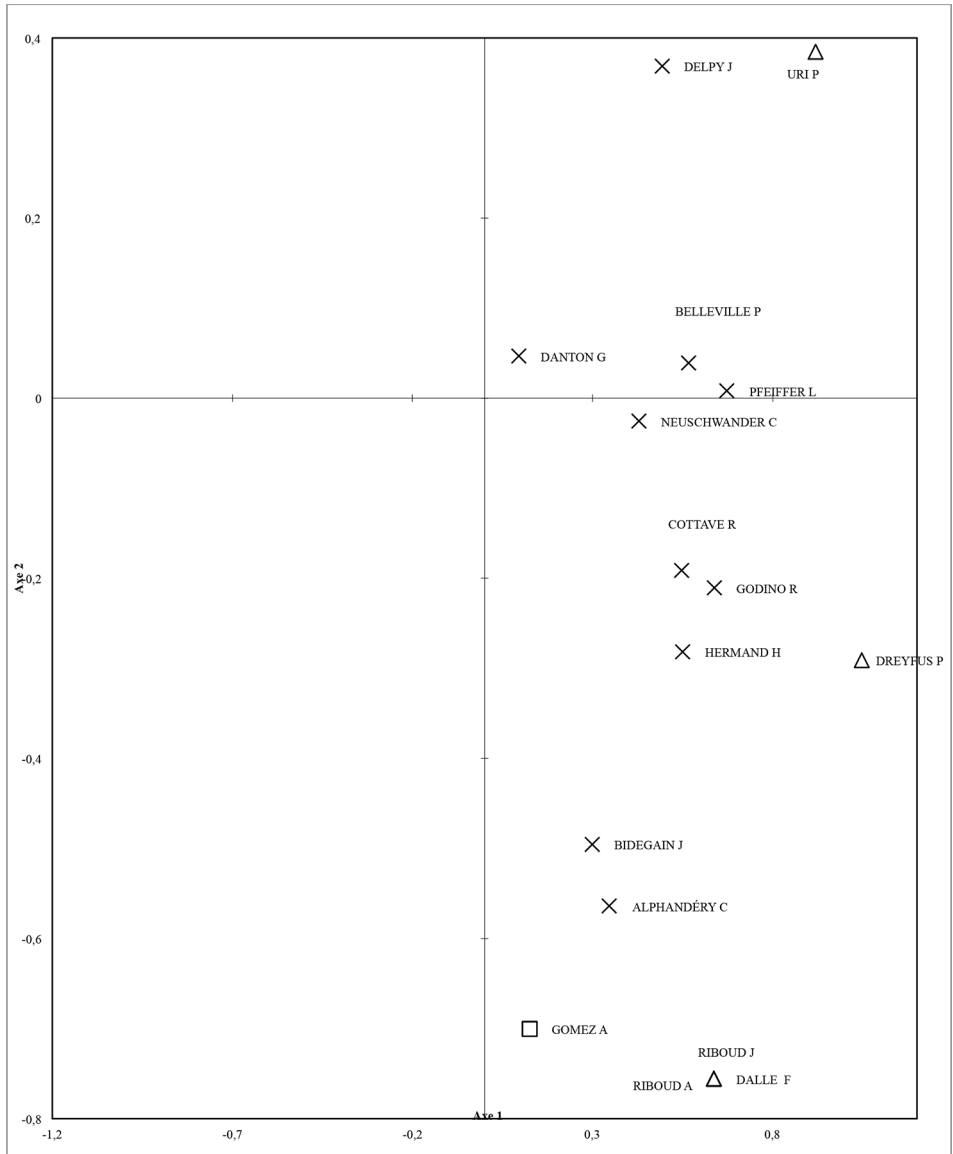
3. Alain Boubliil, *Le socialisme industriel*, Paris, PUF, 1977.

4. Lettre de la « Branche électronique » de la commission de politique industrielle du PS à Gilles Martinet, 27 mai 1978, p. 1, CHSP, Fonds Gilles Martinet, MR10, dossier 1.

5. Jean Lacouture, *Mitterrand : une histoire de français*, Paris, Seuil, 1998, t. I, p. 37-38 et p. 52.

6. Alain Boubliil, *Le soulèvement du sérail*, Paris, Albin Michel, 1990, p. 23.

Graphique 5. Situation des experts officiels par courant du PS selon les axes définis par l'ACM



Note : carré : expert du CERES ; triangle : expert mitterrandiste ; croix : expert rocardien.

du CERES. Il présente également l'avantage de lui offrir un regard microéconomique complémentaire des analyses macroéconomiques marxisantes ou inspirées des premiers travaux de la branche parisienne de la Régulation (Michel Aglietta, Robert Boyer) que lui fournissent ses conseillers officiels. Tout au long de la décennie, François Mitterrand ne néglige jamais les conseils de ses amis patrons.

Michel Rocard a su lui aussi tisser des amitiés dans le monde de l'entreprise et de la finance. Le banquier Claude Alphandéry et l'industriel José Bidegain, anciens du Club Jean-Moulin et figures éminentes du patronat de gauche des années 1960-1970, sont séduits par le sérieux de ses propositions économiques¹. Le chantre du « parler-vrai » a su se constituer un réseau modeste mais dynamique, au sein duquel le fondateur de la station de ski des Arcs, Roger Godino, joue un rôle central. En contrepoint de cette expertise patronale, Michel Rocard s'appuie sur des syndicalistes amis, principalement d'origine cédétiste, auxquels il faut ajouter le secrétaire général de la fédération FO des cadres, Robert Cottave².

Cette quatrième strate d'expertise, plus horizontale, tranche avec la logique des cercles concentriques précédemment décrite et confirme que l'idée d'une expertise économique partisane confisquée par la « technocratie » des Finances est erronée. Sa composition et son fonctionnement révèlent en outre la forte incidence du degré d'engagement dans le parti sur le discours de l'expert. À l'écart de la compétition pour les postes de responsabilité dans le Parti, Jean Riboud ou Roger Godino peuvent tenir des propositions beaucoup plus critiques à l'égard du programme commun que les jeunes hauts fonctionnaires ambitieux de la commission économique, qui ne peuvent le renier publiquement sous peine d'excommunication.

*
* *

Réduire l'expert engagé à un agent neutre, simple producteur d'une connaissance scientifique, conduit à omettre la spécificité du travail partisan. Par sa position de médiateur entre technique et politique, l'« économiste » endossant son costume d'expert socialiste ne peut échapper aux exigences de ses commanditaires. Ses marges de jeu sont bornées par les grandes orientations du programme commun et, plus encore, par la lecture politique des événements du premier secrétaire. Mais les réseaux de l'expert ne font pas tout ; la compétence technique joue également dans la mobilité ascendante, à condition ne pas être trop impliqué dans les batailles de courants. Pour avoir su se tenir éloigné de l'affrontement sanglant entre mitterrandistes et rocardiens au congrès de Metz et avoir conservé des « amitiés » dans l'autre camp (il est marié à Nathalie Duhamel, l'attachée de presse du premier secrétaire), François Stasse réussit à conserver une influence dans la construction du programme pour l'élection présidentielle de 1981³.

L'étude de l'« économiste » engagé dans un parti politique tel que le PS apporte donc sa pierre à la réflexion transdisciplinaire sur la question du rôle politique des économistes dans nos sociétés démocratiques contemporaines. Elle constitue en effet une piste féconde pour saisir les soubassements de la politique économique mise en œuvre par le gouvernement socialiste au moment de l'alternance de 1981. La rhétorique volontariste dont usent François Mitterrand et Pierre Mauroy en mai-juin ne s'accompagne pas d'une invasion des « économistes » marxisants du CERES dans les cabinets ministériels associés à l'élaboration de la politique économique. Bien au contraire, le chef de l'État fait très tôt courir le bruit dans Paris et dans les capitales européennes de la nomination de Jacques Delors aux Finances afin de dissiper les craintes relatives à un éventuel retrait de la France des institutions

1. Claude Alphandéry, témoignage dans H. Hamon, P. Rotman, *L'effet Rocard...*, op. cit., p. 172.

2. Entretien avec Robert Chapuis, 12 mai 2011.

3. Entretien avec François Stasse, 17 mai 2010.

communautaires¹. Surtout, François Mitterrand, Pierre Mauroy, Jacques Delors et Laurent Fabius sont principalement entourés de hauts fonctionnaires et d'économistes d'État convaincus depuis longtemps que les solutions du programme commun ne permettront pas au pays de renouer avec le plein-emploi. Dès juin 1981, Jacques Attali, conseiller spécial du chef de l'État, soutient dans une note que la politique de relance n'aura aucun effet sur l'emploi dans les dix-huit mois à venir². L'entourage économique de Pierre Mauroy est sur la même longueur d'onde : dans une note au Premier ministre du 29 mai 1981 validée par le directeur adjoint de cabinet Jean Peyrelevade, Henri Guillaume, conseiller technique passé par la direction de la Prévision, l'Insee et le Plan entre 1968 et 1981, affirme que le relèvement du SMIC n'exercera qu'un effet marginal sur l'inflation mais qu'en contrepartie, « son effet sur la croissance et sur l'emploi [sera] infime (nul en 1981, 10 000 emplois supplémentaires en 1982) »³. Une thèse de doctorat récente développe un constat similaire pour les politiques sociales mises en œuvre par le gouvernement Mauroy au début du septennat : la modération domine et il « n'y eut jamais au fond de réformes sans souci de rigueur ». Dans les cabinets ministériels domine la crainte qu'une politique sociale trop généreuse ne provoque une dégradation insurmontable des finances publiques et de la balance des paiements⁴. Les appels des députés et du PS à pousser plus avant les feux de la relance ou à plafonner les indemnités versées aux actionnaires des banques et entreprises nationalisées restent vains⁵.

Centrer l'analyse sur les « économistes » du PS d'Épinay participe donc à la déconstruction de la thèse, commode mais erronée, d'un brusque tournant de la rigueur pris en mars 1983 par des élites roses découvrant subitement la nécessité de maîtriser les finances publiques et la balance des paiements en économie ouverte⁶. Le fameux « plan Delors »⁷ du 25 mars 1983 parachève une mutation progressive de la culture économique des élites socialistes amorcée, selon nous, dès le début des années 1960 sous l'influence des experts économiques de la CFTC/CFDT, du PSU et du Club Jean-Moulin, marges dissidentes de la « vieille » SFIO molletiste aspirant à rénovier la gauche non communiste. Si les professions de foi marxisantes

1. Pierre Favier, *10 jours en mai*, Paris, Seuil, 2011, p. 134.

2. Michel Margairaz, « L'ajustement périlleux entre relance, réforme et rigueur », dans Serge Berstein, Pierre Milza, Jean-Louis Bianco (dir.), *François Mitterrand. Les années du changement, 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, p. 333-343, dont p. 336.

3. Henri Guillaume, note au Premier ministre, « Objet : incidence des mesures immédiates sur l'économie française », 29 mai 1981, p. 2, CAS-FJJ, Fonds Pierre Mauroy, 1FP1_195.

4. Matthieu Tracol, « La rigueur et les réformes : histoire des politiques du travail et de l'emploi sous le gouvernement Mauroy (1981-1984) », thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Pascal Ory, Paris, Université Paris I-Panthéon Sorbonne, 2015, p. 719.

5. Mathieu Fulla, « Des élus godillots ? Les députés socialistes face aux nationalisations de 1981-1982 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 133, 2017.

6. Des historiens et quelques rares économistes s'efforcent depuis la fin des années 1990 de déconstruire la thèse d'un virage à 180 degrés pris par le gouvernement en mars 1983. Mais cette interprétation reste à l'heure actuelle minoritaire. Cf. les contributions de Michel Margairaz, Jean-Charles Asselain, Olivier Feiertag, Daniel Lefeuvre et Robert Salais dans S. Berstein *et al.* (dir.), *François Mitterrand... op. cit.*, p. 333-505 ; Vincent Duchaussoy, « Histoire de l'organisation et de la gouvernance de la Banque de France (1936-1993) : la construction d'une institution de marché ? », thèse de doctorat en histoire, sous la direction d'Olivier Feiertag, Rouen, Université de Rouen, 2013 ; Antony Burlaud, « Les socialistes et la rigueur (1981-1983) », mémoire de master 2 sous la direction de Frédéric Sawicki, Paris, Université Paris I-Panthéon Sorbonne, 2011 ; M. Tracol, « La rigueur et les réformes... », cité. Dans une synthèse récente sur l'histoire de la France des années 1980 à nos jours, Ludivine Bantigny défend la thèse du tournant progressif, amorçant peut-être la diffusion à des cercles plus larges de cette nouvelle approche du « tournant de la rigueur ». Cf. Ludivine Bantigny, *La France à l'heure du monde. De 1981 à nos jours*, Paris, Seuil, 2013, p. 31-33.

7. Présidence de la République, Service de presse, « Programme d'action en dix points pour le rétablissement des équilibres extérieurs de la France », 25 mars 1983, CAS-FJJ, Fonds Pierre Mauroy, 1FP1_427.

continuent de nourrir les programmes des années 1970, elles masquent l'afflux dans le PS d'« économistes » certes confiants dans les vertus de l'État régulateur et planificateur, mais également soucieux du respect des grands équilibres économiques et financiers. Le scepticisme de ces acteurs est grand quant à la capacité du programme commun, au premier chef des nationalisations, à résorber le chômage. Dès leur entrée dans les cabinets ministériels à l'été 1981, ces conseillers sont prêts, idéologiquement et culturellement, à appliquer une politique d'inspiration néolibérale¹ – sans que les intéressés ne la perçoivent nécessairement comme telle – où la modernisation et la restructuration du tissu industriel, en particulier dans le secteur exportateur, priment sur les réformes sociales et la relance de la consommation populaire.

L'adoption d'une telle politique est bien entendu impossible en 1981 ; le « peuple de gauche » n'a pas voté pour la désinflation compétitive et le rétablissement de la balance des paiements. Pour conserver le soutien de son électorat, la mise en adéquation du discours public du gouvernement avec la culture de la rigueur dominante dans les cabinets en charge de la politique économique devait être habile et progressive. Entre 1981 et 1986, l'officialisation des mesures d'austérité par l'Élysée est rythmée par le calendrier électoral et les grands sommets du G7, François Mitterrand n'hésitant pas par exemple à reporter l'annonce du « plan Delors » après les élections municipales des 6-13 mars. Davantage qu'un renversement brutal, mars 1983 est d'abord pour les socialistes un tournant politique vers une forme de néolibéralisme « pragmatique »² et « discrète »³. Cet ajustement progressif et difficilement assumé sonne le glas de l'idéologie volontariste dominante depuis le congrès de Metz (6-8 avril 1979) et consacre la victoire des « économistes » les plus sceptiques vis-à-vis du programme commun. Il prépare également l'opinion à l'éloge mitterrando-fabiusien de la modernisation industrielle, de l'économie de marché et du moindre interventionnisme de l'État producteur et régulateur. Pour le justifier, ses promoteurs mettent en avant la nécessaire adaptation du pays aux mutations du capitalisme induites par les « tournants néolibéraux » des gouvernements Thatcher et Reagan, et plus encore, par l'impératif d'approfondissement de la construction européenne, nouvel horizon fixé par le chef de l'État qui se substitue au « Changer la vie » de la décennie précédente⁴.

Mathieu Fulla

Mathieu Fulla est PRAG à Sciences Po Paris et membre permanent du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP). Il a récemment publié *Les socialistes français et l'économie : une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016. Ses recherches portent sur l'histoire des gauches en Europe de l'Ouest au 20^e siècle et leur rapport à l'économie (Centre d'histoire de Sciences Po, 56 rue Jacob, 75006 Paris, <mathieu.fulla@sciencespo.fr>).

1. L'étude du rapport des élites socialistes aux expériences néolibérales des années 1980, non seulement anglo-saxonnes mais aussi – et peut-être surtout – allemandes, dépasse le cadre de cet article.

2. Marion Fourcade, Sarah L. Babb, « The Rebirth of the Liberal Creed : Paths to Neoliberalism in four countries », *The American Journal of Sociology*, 108 (3), novembre 2002, p. 533-579, notamment p. 562-568.

3. Philippe Bezes, *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris, PUF, 2009, p. 229-243.

4. Je remercie chaleureusement Claire Lemerrier pour son aide précieuse dans l'analyse quantitative des données constituant le matériau principal de cet article, ainsi que les relecteurs anonymes de la *Revue française de science politique* qui ont discuté de ce texte.

Annexe méthodologique

L'enquête prosopographique

La constitution du corpus des « économistes » engagés en socialisme dans la décennie 1970 repose sur le croisement d'archives et de sources orales¹. La période d'observation privilégiée est la période 1974-1978, moment où les pôles d'expertise économique des différents courants du PS (CERES, miterrandistes, rocardiens) sont les plus stables, la défaite aux élections législatives de mars 1978 puis le douloureux congrès de Metz induisant des départs et des recompositions des pôles d'expertise de chaque courant. Nous avons inclus dans notre base de données prosopographiques les membres réguliers des commissions économique et de politique industrielle officielles du PS, du groupe des Experts du premier secrétaire (GE), de l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER)² et des commissions économique et de politique industrielle de courant (rocardiens et CERES principalement). La reconstitution des lieux de l'expertise socialiste fut rendue possible par le croisement des archives du Parti socialiste conservées par la Fondation Jean-Jaurès et l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) avec des fonds privés classés (fonds PSU aux Archives nationales, fonds André Bouloche aux Archives municipales de Montbéliard, fonds Gilles Martinet et Alain Savary au Centre d'histoire de Sciences Po) et des papiers personnels aimablement confiés à l'auteur (papiers personnels de Michel Beaud, Gilbert Mathieu et Philippe Humbert). Les acteurs mentionnés dans les mémoires des dirigeants du PS comme ayant contribué à l'élaboration de leur pensée économique ont également été inclus dans le *corpus*, de même que ceux évoqués spontanément par au moins trois témoins interrogés dans le cadre d'une campagne d'entretiens semi-directifs. Le choix de la quarantaine de témoins interrogés visait à ne pas privilégier un courant par rapport à un autre, à éviter la surreprésentation des spécialistes de macroéconomie par rapport à leurs homologues de politique industrielle ou de socio-économie, et à inclure des experts du PSU, qui offraient un contrepoint bienvenu. Il s'agissait également de croiser les témoignages de « politiques-experts » et d'experts bien connus du grand public (Michel Rocard, Jacques Attali) avec ceux de leurs camarades moins connus mais très représentatifs des trois grands profils sociologiques – hauts fonctionnaires, universitaires, cadres du secteur privé – mis en valeur par l'ACM et la CAH. Il faut noter enfin l'intégration à la base de données des dix principaux experts économiques du PSU de la période post-rocardienne (en octobre 1974, la plupart des rocardiens quitte le parti pour le PS à la faveur des « Assises du socialisme »), qui constituent le groupe témoin de notre enquête. Une méthodologie similaire à celle employée pour le cas du PS a présidé à leur choix : les listes de membres de la commission économique de l'organisation, conservée dans le fonds PSU (période 1974-1990) déposé au Centre d'histoire du travail de Nantes (CHT), ont été croisées avec des entretiens menés auprès d'une dizaine de militants de la période

1. Pour une présentation détaillée des sources écrites et orales mobilisées, nous nous permettons de renvoyer à Mathieu Fulla, « Le Parti socialiste face à la question économique : une histoire économique du politique (1945-1981) », thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Marc Lazar, Paris, Sciences Po Paris, 2012, p. 870-919.

2. Créé au début de l'année 1974 par Gilles Martinet, l'ISER se présente comme une structure axant ses travaux sur l'histoire du mouvement socialiste et les problèmes posés par la construction d'une société socialiste. Un panel d'universitaires prestigieux siège au conseil de l'Institut, notamment Jean Bouvier, René Dumont, Christian Goux, Emmanuel Le Roy Ladurie et Alain Touraine. Devenu secrétaire général aux Études à l'issue du congrès de Pau, Gilles Martinet cède au bout d'un an la présidence de l'ISER à Jean Pronteau. En dépit d'une activité théorique indéniable, dont témoigne la publication d'un *Bulletin mensuel* à partir de 1976, l'influence de l'Institut dans la fabrique du discours économique du PS est marginale.

(Michel Mousel, Jacques Sallois, Yves Barou, Bernard Billaudot, Denis Clerc pour ne citer que les plus fameux). La base de données constituée, différents groupes de variables ont été construits afin de situer les « économistes » engagés au PS et au PSU dans leurs univers professionnel et militant.

Les biographies de ces « économistes » ont été recherchées systématiquement dans les différentes éditions du *Who's Who in France*, dans de nombreux ouvrages de journalistes sur le PS de la période¹ et dans les notices biographiques ou les *curriculum vitae* trouvés dans les archives des responsables de commissions (Albert Gazier, Gilles Martinet) au moment de l'admission de nouveaux experts. Ce type de documents se retrouve également dans les archives confédérales de la CFDT et de sa fédération des finances. Ont également été consultés les annuaires des anciens élèves de l'École polytechnique (en ligne) et de Sciences Po. Dans quelques cas, enfin, des informations utiles ont été glanées dans Nathalie Carré de Malberg, Michel Margairaz et Fabien Cardoni (dir.), *Dictionnaire historique des inspecteurs des finances 1801-2009*, Paris, IGPDE, 2012.

Liste des variables de la base de données

- Propriétés sociales : sexe, âge en 1975.
- Trajectoire et titres scolaires : passage (ou non) par l'IEP de Paris ; passage (ou non) par l'École des hautes études commerciales (HEC) ; passage (ou non) par l'École polytechnique ; passage par l'une des Écoles normales supérieures (ENS) ou par une autre grande école (dont les IEP de région) ; passage par l'École nationale d'administration (ENA) ou non ; obtention d'un doctorat ou non ; publication d'un ouvrage d'économie ou non au cours de la période étudiée.
- Position et trajectoire professionnelle : première profession après le diplôme ; profession en 1975 ; inspecteur des Finances ; passage ou non par le ministère des Finances au cours de sa carrière ; au ministère des Finances (ou non) en 1975 ; situation professionnelle après le 10 mai 1981.
- Politisation et syndicalisation : appartenance syndicale (CFDT, CGT, CGT-FO, non syndiqué) ; passage par un autre parti politique avant l'entrée au PS (SFIO, PSU, parti de droite, non-membre d'un parti avant 1971) ; date d'entrée au PS ; appartenance à un courant au sein du PS (mitterrandiste – dont deloristes et mauroyistes –, rocardiens, CERES).
- Expertise : appartenance de courant ; principal dirigeant pour qui travaille l'expert (Mitterrand, Mauroy, Rocard, Chevènement, Delors) ; principale commission d'affectation (commission économique, commission de politique industrielle, groupe des Experts, ISER, expertise informelle, autre) ; spécialité (responsable politique d'un groupe ou d'une commission, macroéconomie, socio-économie, crédit-fiscalité, politique industrielle, énergie, autre).

1. Citons notamment : Philippe Alexandre, *Le roman de la gauche*, Paris, Plon, 1977 ; Georges Ayache, Mathieu Fantoni, *Les barons du PS*, Paris, Fayolle, 1977 ; Philippe Bauchard, *La guerre des deux roses : du rêve à la réalité, 1981-1985*, Paris, Grasset, 1986 ; Jean-Pierre Bedeï, Jean-Paul Liégeois, *Le Feu et l'Eau. Mitterrand-Rocard : histoire d'une longue rivalité*, Paris, Grasset, 1990 ; Jean-François Bizot (en collaboration avec Léon Mercadet et Patrice Van Eersel), *Au Parti des socialistes*, Paris, Grasset, 1975 ; Claude Bunodière, Lyne Cohen-Solal, *Les nouveaux socialistes*, Paris, Tema, 1979 ; Albert du Roy, Robert Schneider, *Le Roman de la Rose : d'Épinay à l'Élysée, l'aventure des socialistes*, Paris, Seuil, 1982 ; Daniel Hubscher, Annie Philippe, *Enquête à l'intérieur du Parti socialiste*, Paris, Albin Michel, 1991 ; Thierry Pfister, *Les socialistes*, Paris, Albin Michel, 1977.

L'analyse des correspondances multiples

Le recours à l'ACM pour explorer notre base de données visait à mettre en lumière les grands profils socio-professionnels des « économistes » engagés en socialisme indépendamment de leur courant d'appartenance (mitterrandistes, rocardiens, CERES) et de leurs tâches dans le PS. Nous avons donc choisi comme variables actives les propriétés de trajectoire scolaire, sociale et professionnelle de ces « économistes ». Selon un procédé courant dans la littérature française en sciences sociales, nous avons réalisé à la suite de l'ACM une classification ascendante hiérarchique (CAH) selon la méthode de Ward afin d'identifier les propriétés les plus structurantes des trois « classes » (*clusters*) d'experts mises en lumière par le plan factoriel¹.

On notera que certaines variables de nature sociologique (sexe, polytechnique, HEC, ENS, autre grande école, première profession, inspecteur des Finances, passage par le ministère des Finances au cours de sa carrière, profession après 1981) ont été projetées sur le graphique en variables supplémentaires et non en actives. Ce choix se justifie par deux motivations liées au calcul des axes de l'ACM. En premier lieu, les faibles effectifs de certaines modalités de nos variables sociologiques risquaient de biaiser l'analyse si lesdites modalités avaient été mises en actives. Par exemple, notre corpus ne compte que sept femmes. L'analyse factorielle aurait perdu une grande partie de son intérêt si la variable « sexe » avait été active, car l'un des axes aurait mis en lumière cette forte inégalité facilement repérable par une analyse qualitative au détriment de corrélations socio-professionnelles plus intéressantes. La deuxième motivation fut celle de ne pas inclure dans le calcul des axes plusieurs variables renvoyant trop fortement à un même phénomène. Cette prudence méthodologique évite de « créer des proximités et oppositions artificielles, voire [de] déterminer un axe entier sans apporter d'information intéressante »². Dans le cadre de notre étude, par exemple, mettre en actives les variables « Au ministère des Finances en 1975 » et « Passage par le ministère des Finances au cours de sa carrière » aurait multiplié artificiellement le poids de cette propriété socio-professionnelle.

Les dix variables actives de l'ACM

- Propriétés sociales : âge en 1975 (3 modalités : 20-35 ans ; 35-50 ans ; plus de 50 ans).
- Trajectoire et titre scolaire : IEP Paris (2 modalités : oui/non) ; ENA (2 modalités : oui/non) ; doctorat (2 modalités : oui/non) ; publication d'un ouvrage économique au cours de la période (2 modalités : oui/non).
- Position et trajectoire professionnelle : profession en 1975 (8 modalités : banquier, cadre du secteur public, cadre du secteur privé, chef d'entreprise, parlementaire, permanent politique ou syndical, universitaire, autre) ; Au ministère des Finances en 1975 (2 modalités : oui/non).
- Itinéraire politique : passage PSU (3 modalités : oui/non/ne sais pas [NA]) ; passage CFDT (3 modalités : oui/non/ne sais pas [NA]) ; passage SFIO (3 modalités : oui/non/ne sais pas [NA]).

1. Sur l'intérêt des méthodes de classification automatique pour le chercheur en sciences sociales, cf. Olivier Martin, *L'analyse de données quantitatives*, Paris, Armand Colin, 2007 (1^{re} éd. : 2005), p. 111-114 ; Claire Lemerrier (avec Pauline Milani et Séverine Sofio), « Tutoriel FactoMineR pour l'analyse des correspondances multiples avec une petite annexe sur la classification automatique », <http://www.quantihmc.ens.fr/IMG/pdf/Tutoriel_FactomineR_ACM.pdf> (consulté le 29 février 2016). Jacques Cellier, Martine Cocaud, *Le traitement des données en Histoire et Sciences sociales. Méthodes et outils*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 133-167 et 236-241.

2. Claire Lemerrier, Claire Zalc, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2008, p. 66.

Les treize autres variables de notre base de données ont été traitées en variables supplémentaires : elles ne participent pas à la construction des axes mais se situent par rapport à eux et aux variables actives. Elles portent sur les propriétés sociales des « économistes » non incluses en actives, sur leur situation dans le PS des années 1970 à la fois au plan politique et technique (spécialité, affectation dans telle ou telle commission d'études), et sur leur trajectoire après 1981. Les variables supplémentaires les plus intéressantes dans le cadre de notre étude ne sont pas celles de nature sociologique mais bien davantage celles relevant de l'engagement politique et des tâches accomplies par l'« économiste » dans le parti. Elles révèlent notamment que les trois grands profils socio-professionnels mis en valeur par l'analyse factorielle se distribuent de manière très similaire entre les trois principaux courants – mitterrandistes, CERES, rocardiens – contribuant à la fabrication du discours économique du PS d'Épinay. Elles confirment en outre la dynamique de colonisation de la commission économique officielle de l'organisation par les hauts fonctionnaires du ministère des Finances (qui rejoignent massivement les cabinets ministériels en 1981) au cours de la décennie 1970, ainsi que les possibilités d'ascension sociale pour certains cadres du privé et chefs d'entreprise, qui peuvent se voir récompensés de leur engagement par l'octroi de la présidence d'une banque ou d'une entreprise nationalisées en février 1982.

Les treize variables supplémentaires de l'ACM :

- Propriété sociale : sexe (2 modalités : homme/femme).
- Trajectoire et titre scolaire : HEC (2 modalités : oui/non) ; École polytechnique (2 modalités : oui/non) ; ENS (2 modalités : oui/non) ; autre grande école (2 modalités : oui/non).
- Position et trajectoire professionnelle : première profession (8 modalités : banquier, cadre du secteur public, cadre du secteur privé, employé/ouvrier, enseignant/journaliste, ingénieur, universitaire) ; inspecteur des Finances (2 modalités : oui/non) ; passage par le ministère des Finances au cours de sa carrière (2 modalités : oui/non) ; situation professionnelle après le 10 mai 1981 (8 modalités : banquier ou cadre du secteur privé/cabinet ministériel/cadre fonction publique/chef d'entreprise/parlementaire ou ministre/permanent politique ou syndical/président de banque ou d'entreprise nationalisées/autre).
- Situation politique et d'expertise dans le socialisme politique des années 1970 (PS et PSU) : courant de l'expert en 1975 (4 modalités mitterrandistes¹/rocardiens/CERES/PSU) ; proximité avec le pouvoir (3 modalités : fort/moyen/faible) ; principal lieu d'expertise (7 modalités : commission économique du PS/commission de politique industrielle du PS/groupe des Experts du Premier secrétaire/expertise officieuse/commission économique du PSU/responsable politique/autre) ; spécialité (8 modalités : crédit-fiscalité/économie internationale/énergie/macroéconomie/politique industrielle/responsable politique/socio-économie/autre).

1. Dont les quelques « économistes » proches de Pierre Mauroy et de Jacques Delors.

Tableau A.1. Valeurs propres des premiers axes de l'ACM¹

Axe 1	14,5 %
Axe 2	11 %
Axe 3	10 %
Axe 4	8,3 %
Axe 5	7 %

Tableau A.2. Coordonnées et contributions des modalités actives sur les deux premiers axes de l'ACM²

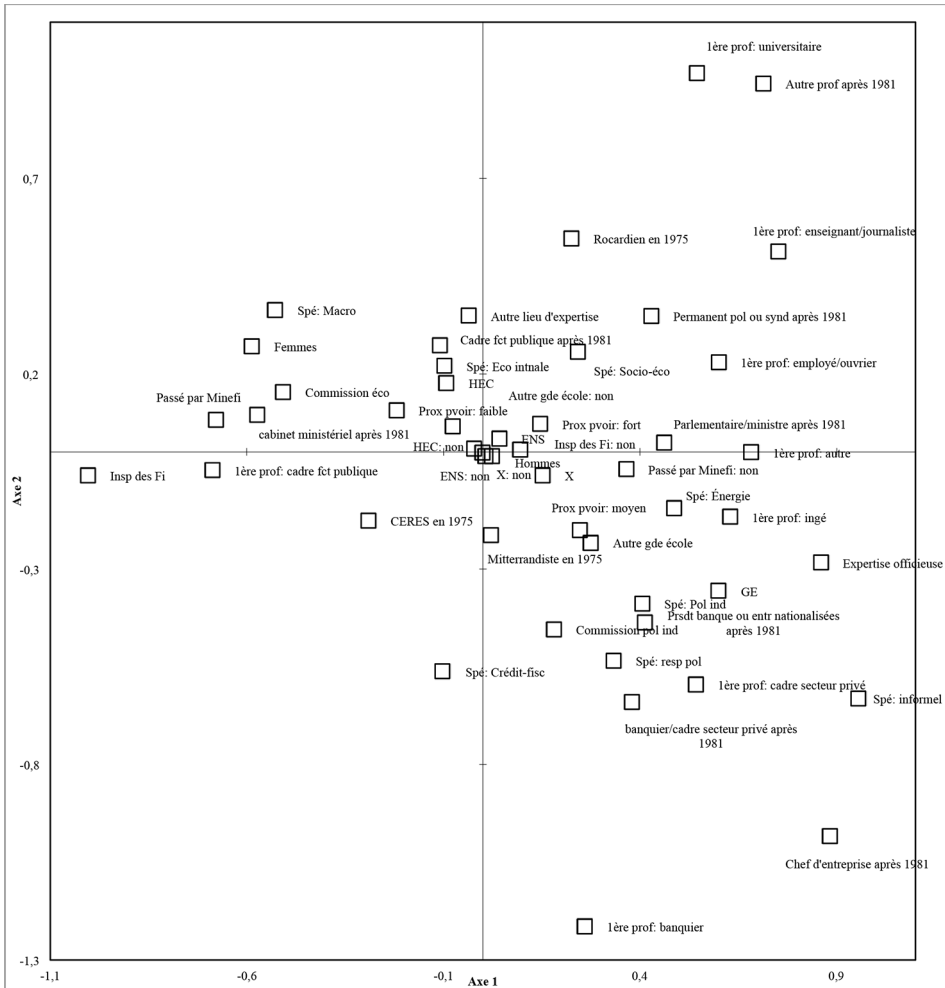
	Coord. Axe 1	Coord. Axe 2	Contrib. Axe 1	Contrib. Axe 2
Âge : 20-35 ans	- 0,53	0,1525	5,1	0,56
Âge : 35-50 ans	0,39	0,20	1,72	0,58
Âge : plus de 50 ans	1,05	- 1,00	5,42	6,61
IEP Paris	- 0,61	0,01	6,18	0,01
IEP Paris : non	0,55	- 0,01	5,55	0,01
ENA	- 0,96	- 0,16	11,67	0,42
ENA : non	0,54	0,09	6,57	0,24
Doctorat	0,76	1,21	4,27	13,98
Doctorat : non	- 0,20	- 0,32	1,13	3,7
Ouvrages éco	0,41	0,85	2,20	12,28
Ouvrages éco : non	- 0,24	- 0,50	1,29	7,24
Banquier en 1975	0,35	- 1,22	0,27	4,35
Cadre fonction publique en 1975	- 0,87	0,10	10,82	0,18
Cadre secteur privé en 1975	0,42	- 0,69	0,88	3,06
Chef d'entreprise en 1975	1,05	- 1,01	2,89	3,50
Parlementaire en 1975	0,97	- 0,70	1,57	1,08
Permanent politique ou syndical en 1975	0,44	0,57	0,58	1,30
Universitaire en 1975	0,94	1,45	3,79	11,76
Autre profession en 1975	- 0,10	0,30	0,02	0,22
Au ministère des Finances en 1975	- 1,37	0,40	13,24	1,53
Au ministère des Finances en 1975 : non	0,35	- 0,10	3,40	0,39
CFDT	- 0,19	0,64	0,52	7,80
CFDT : non	0,40	- 0,52	2,74	6,04
Ne sait pas si syndiqué à la CFDT	- 1,14	- 0,13	4,63	0,07

1. Valeurs arrondies à la première décimale.

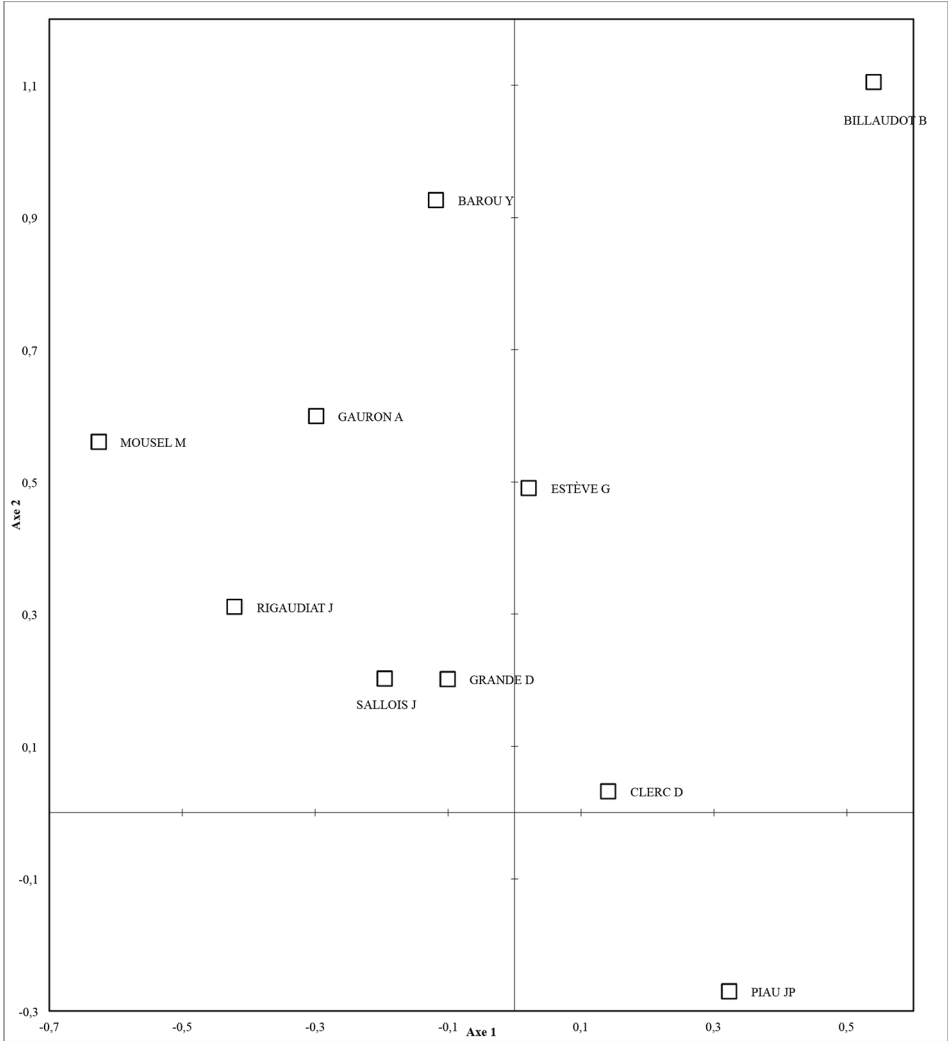
2. Valeurs arrondies à la deuxième décimale.

PSU	0,13	0,77	0,138	6,47
PSU : non	- 0,01	- 0,28	0	2,62
Ne sait pas si passé par le PSU	- 0,93	0,67	0,96	0,67
SFIO	0,50	- 0,58	1,49	2,69
SFIO : non	- 0,08	0,12	0,17	0,54
Ne sait pas si passé par la SFIO	- 0,85	0,11	0,68	0,01

Graphique A.1. Variables supplémentaires de l'ACM



Graphique A.2. Les dix principaux « économistes » du PSU (individus supplémentaires) projetés sur le graphique de l'ACM



La classification ascendante hiérarchique (CAH)

De nombreux sociologues et statisticiens ont souligné l'intérêt de croiser les méthodes factorielles avec les techniques de classification automatique, ces dernières permettant de nuancer et de compléter les résultats obtenus au moyen par exemple d'une ACM¹. La CAH réalisée selon la méthode de Ward dans le cadre de notre étude a permis de mettre en valeur de manière plus robuste qu'au moyen d'une simple ACM les principales propriétés socio-professionnelles expliquant le découpage en trois classes sur lequel s'appuie la typologie

1. Ludovic Lebart, Alain Morineau, Marie Piron, *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Paris, Dunod, 2004 (1^{re} éd. : 2000), p. 185.

politique présentée dans le dernier temps de l'article. Si le choix de la méthode de Ward s'explique en partie par le fait qu'elle est aujourd'hui la plus couramment – voire la seule – pratiquée en France, notamment parce que les logiciels d'analyse statistique utilisés par les chercheurs proposent principalement cette méthode, des raisons scientifiques justifient également son application. Le critère de Ward généralisé apparaît en effet particulièrement compatible avec l'ACM, car fondé sur « une notion d'inertie similaire » qui donne à l'enchaînement ACM-CAH une grande cohérence mathématique¹. Les tableaux suivants présentent respectivement le pourcentage des individus présentant les modalités des variables les plus représentées dans chacune des trois classes présentées dans l'article (cla/mod) et le pourcentage des principales modalités partagées par tous les individus de la classe (mod/cia).

Tableau A.3. Principales propriétés socio-professionnelles du *cluster* des « hauts fonctionnaires des Finances et des économistes d'État » mis en valeur par la CAH²

	Cla/Mod	Mod/Cla
Cadre fonction publique en 1975	72 %	93 %
ENA	75 %	86 %
Au Minefi en 1975	79 %	52 %
IEP Paris	55 %	83 %
Cabinet ministériel après 1981	57 %	76 %
20-35 ans	49 %	83 %
Commission économique du PS	48 %	64 %
Spécialité : macro	50 %	55 %
PSU : non	37 %	86 %

Tableau A.4. Principales propriétés socio-professionnelles du *cluster* des « théoriciens de l'économie » du PS mis en valeur par la CAH³

	Cla/Mod	Mod/Cla
Doctorat	76 %	91 %
Ouvrage économique dans la période	46 %	100 %
Universitaire en 1975	91 %	66 %
Trajectoire après 1981 : autre	62 %	25 %

1. L. Lebart *et al.*, *ibid.*, p. 189-190.

2. Lecture : 72 % des « économistes » du PS occupant la profession de cadre de la fonction publique en 1975 sont regroupés dans ce *cluster*. 93 % des « économistes » regroupés dans ce *cluster* sont cadres de la fonction publique en 1975. Les pourcentages sont arrondis à l'unité.

3. Lecture : 76 % des « économistes » du PS détenant un doctorat sont regroupés dans ce *cluster*. 91 % des « économistes » regroupés dans ce *cluster* sont titulaires d'un doctorat. Les pourcentages sont arrondis à l'unité.

Tableau A.5. Principales propriétés socio-professionnelles du cluster des « permanents politiques et syndicaux, chefs d'entreprise et cadres du secteur privé » mis en valeur par la CAH¹

	Cla/Mod	Mod/Cla
35-50 ans	62 %	42 %
Plus de 50 ans	96 %	29 %
Cadre du privé en 1975	92 %	27 %
Parlementaire en 1975	89 %	9 %
Permanent politique ou syndical en 1975	88 %	16 %
Chef d'entreprise en 1975	100 %	16 %
Banquier en 1975	92 %	12 %
Banquier/cadre du privé après 1981	81 %	15 %
Chef d'entreprise après 1981	100 %	16 %
Permanent politique ou syndical après 1981	88 %	8 %
Parlementaire ou ministre après 1981	70 %	18 %
Première profession : cadre du privé	90 %	20 %
Première profession : ingénieur	83 %	22 %
Première profession : employé/ouvrier	77 %	11 %
Spécialité : politique industrielle	76 %	28 %
Spécialité : énergie	100 %	10 %
Commission politique industrielle du PS	77 %	19 %
Expert informel	94 %	9 %

La CAH permet enfin de faire émerger des profils d'individus « moyens » (ind\$para) pour chacune des trois classes, c'est-à-dire les experts situés au centre du nuage de points de leur classe, ainsi que les individus « idéaux-typiques » (ind\$dist.), qui sont les plus distants des autres classes et accentuent les caractéristiques distinctives entre ces dernières².

Tableau A.6. Individus « moyens » et « idéaux-typiques » de chaque classe mis en valeur par la CAH

	ind\$para	ind\$dist.
Hauts fonctionnaires et économistes d'État	Jérôme Clément ; Thierry Le Roy ; Pierre Antonmattéi ; Jean-Claude Boulard	Pierre Hilaire ; Jean-Philippe Saint-Geours ; Frédéric Saint-Geours ; Patrick Ponsolle
Théoriciens de l'économie	Michel Beaud ; Jean Matouk ; Gérard Fuchs ; Alain Boubllil	Jacques Attali ; Michel Charzat ; Jean-Hervé Lorenzi ; Pierre Lalumière
Permanents politiques et syndicaux, chefs d'entreprise et cadres du secteur privé	José Bidegain ; Marcel Assoun, Loïk Le Floch-Prigent	Jean Barets ; François Dalle ; Jean Riboud ; Henry Hermand

1. Lecture : 62 % des « économistes » du PS ayant entre 35 et 50 ans en 1975 sont regroupés dans ce cluster. 42 % des « économistes » regroupés dans ce cluster ont entre 35 et 50 ans en 1975. Les pourcentages sont arrondis à l'unité.

2. C. Lemerrier, « Tutoriel FactoMineR... », cité, p. 21.